

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED
RM/WG APR 2009

UN ARCHIVES

SERIES	<u>S-1120</u>
BOX	<u>33</u>
FILE	<u>0</u>
ACC.	<u>1998/0278</u>

A : Shaharyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENAMADI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 26 Février 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Lundi 26 Février 1996: L'Inspecteur scolaire de la commune de RWAMIKO en préfecture Gikongoro, NDUWE Dagobert, a été arrêtée par les services de sécurité, pour sa participation au génocide de 1994. M. NDUWE est accusé par la population locale d'être l'un des principaux génocidaires de la région.

Dans la même commune, M. ILYIVUZE a confessé et demandé pardon devant les autorités communales, pour les atrocités qu'il a commis pendant le génocide de 1994. Il a en effet déclaré avoir tué deux enfants à coups de massues. Il a expliqué que les miliciens ainsi que d'autres qui allaient tuer, lui ont demandé de les rejoindre. M. ILYIVUZE qui est originaire de la commune Mudasonwa, a commis ces crimes en commune Rwamiko.

L'école secondaire "APEBU", Association des Parents pour l'Education dans le Bugesera, a reçu hier un don de 1,5 million de francs Rwandais, à l'occasion de la remise des diplômes à 22 lauréats de cette école.

Cette somme a été donnée par différentes personnes dont le Ministre du Travail et des Affaires Sociales, M. Pie MUGABO, qui a accepté de payer un mois de salaire pour tous les professeurs de cette école. Il a aussi demandé à tous ceux qui étaient présents à cette cérémonie de faire tout leur possible pour épauler les enseignants dans leur tâche. Cette requête a été appuyée par Madame Janet KAGAME, qui en plus a demandé aux lauréats de se faire les ardents défenseurs de l'unité et l'amour entre Rwandais.

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, le Dr. Joseph NSENGIMANA qui était aussi présent à la cérémonie, a déclaré que le génocide n'aurait pas eu lieu si le Rwanda avait inculqué à ses enfants des valeurs morales et intellectuelles solides.

Le Ministre Rwandais du Tourisme et de l'Environnement, M. Népomuscène NAYINZIRA, s'est rendu dans la préfecture de Byumba pour examiner les problèmes d'assèchement du lac MUHAZI. M. NAYINZIRA a exigé la fermeture immédiate des canaux d'irrigation et demandé aux résidents de cesser toute activité agricole autour du lac.

Les Ministres Africains des Affaires Etrangères se rencontrent dès aujourd'hui à ADDIS ABEBA, pour examiner les problèmes actuels du continent, mais spécialement la pauvreté, et les moyens de trouver des solutions pacifiques aux problèmes politiques.

cc :FC	LO
ED	CCPO
DFC	UNESCO
Spokesman	CO MaliCoy
MPAO	CO IndBatt
PA	CO GhanBatt
CPO	CO MalawiCoy
SASRSG	CO NiCoy
SPAO	CO SenBatt
HAO	Force Engineer Coy
LA	MILOBS
PO	UNREO
CAO	UNICEF
CISS	UNDP
G2	FAO
Force PM	WFP
CO UNAMIR MP Coy	UNHCR
CSO/ASC	UNHCHR
COS	FMO
Tribunal Internat. B.P 34	NORMED
FLSG	ICRC
IOM	Force Sig Coy
UNV FOR UNAMIR	ECHO
CLAIMS	WHO
UNDP/UNOPS/RWA/95/002	

A : Shaharyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENAMADI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 24 Février 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Samedi 24 Février 1996: Le Tribunal International pour le Rwanda aura un nouveau Procureur Général d'ici Octobre. Il s'agit de Madame Louise ARBOUR qui remplacera M. Richard GOLDSTONE qui doit rentrer dans son pays l'Afrique du Sud.

Le Secrétaire Général de l'ONU, le Dr. BOUTROS BOUTROS GHALI, a déclaré Jeudi dernier que le Juge Richard GOLDSTONE devait rentrer en Juin cette année, mais qu'il avait accepté de rester encore quelques mois jusqu'en Octobre, pour aider son successeur à se familiariser avec le travail du Tribunal.

Le Dr. BOUTROS BOUTROS GHALI a demandé au Conseil de Sécurité de préparer les résolutions confirmant le Juge Louise ARBOUR comme nouveau Procureur Général près le Tribunal International pour le Rwanda. Le Président du Conseil de Sécurité, Madame Madeleine ALBRIGHT, a déclaré que le Tribunal ne sera pas affecté par le changement.

Le Gouvernement Irlandais est décidé à accroître son assistance au Rwanda. Cette déclaration a été faite hier par M. Martin GREEN, chargé de la coopération bilatérale au Ministère des Affaires Etrangères en Irlande, lors de sa rencontre avec le Ministre Rwandais de l'Intérieur, le Colonel Alexis KANYARENGWE.

Un communiqué issu du Ministère de l'Intérieur, déclare que les entretiens de ces deux personnalités étaient centrés sur les droits de la propriété, le rapatriement et la réinstallation des réfugiés, ainsi que la justice.

Le Ministre de l'Intérieur a remercié le Gouvernement Irlandais pour son assistance au Rwanda: Chaque commune recevra une motocyclette et des équipements de bureau donnés par l'Irlande. Le Colonel Alexis KANYARENGWE a informé M. GREEN, du projet du Gouvernement Rwandais d'établir un fonds de développement communal, dans le but d'assister les communes dans le besoin, en leur accordant des prêts qui leur permettraient une auto-suffisance économique.

M. Martin GREEN a déclaré que, dans le cadre de l'assistance de l'Irlande au Rwanda, certaines ONG sont déjà opérationnelles, et veulent orienter leurs activités vers la reconstruction des maisons détruites pendant le génocide de 1994. Il a promis que son Gouvernement va examiner favorablement les projets de développement que le Gouvernement Rwandais lui soumettra.

Le Représentant du Programme Alimentaire Mondiale au Rwanda, M. TESHESTE ZEGABEL, a demandé aux responsables des greniers du PAM dans le pays, d'aider les autres organisations humanitaires pour l'assistance alimentaire aux nécessiteux. C'était hier lors de l'ouverture officielle d'un séminaire atelier pour les responsables des greniers dans le pays.

Le Coordinateur National des dépôts du PAM, M. RWABUDAGARA Seth, a déclaré que le PAM avait lancé un programme pour aider les Rwandais à s'auto-alimenter. C'est pour cela que le PAM a commencé à distribuer les semences à la population, afin que, à l'avenir, elle puisse produire ce dont elle a besoin au lieu d'attendre une assistance en vivres.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR
UNDP/UNOPS/RWA/95/002
CLAIMS

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shaharyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENALI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude ROGERZI RADIO MINUAR	Date : 23 février 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Vendredi 23 Février 1996: Le Chef de l'Etat Rwandais, M. Pasteur BIZIMINGU, s'est rendu hier en préfecture de Gikongoro. Le Préfet, M. Félix ZIGIRINSHUTI, a déclaré que cette région était confronté aux infiltrations qui destabilisent la sécurité et a discuté du trafic de drogue dans la forêt naturelle de Nyungwe vers le Burundi.

Dans un communiqué publié par la Présidence de la République, le Gouvernement Rwandais a hier refusé les négociations avec le RDR et l'association dénommée "Rwanda pour tous".

Le communiqué qualifie le RDR et "Rwanda pour tous" de groupuscules issues du MRND et de la CDR, parties qui ont préparé et exécuté le génocide. Ceux qui sont à la tête de ces groupuscules ont été choisis parmi les dirigeants des partis qui ont plongé le pays dans l'horreur. Ce sont ces mêmes personnes, poursuit le communiqué, qui sont soutenues par certaines puissances étrangères, qui leur font croire qu'ils peuvent reprendre le pouvoir, soit par les négociations soit par la force.

Leur attitude, continue le communiqué, caractérisée par la haine et l'orgueil, est contraire à la réconciliation. Le fait que ces gens ne veulent pas se repentir, témoigne leur détermination à parachever leur plan génocidaire. Ils prétendent représenter 2.000.000 de Rwandais, mais même cela ne leur donnerait pas le droit de représenter tous les Rwandais, car le Rwanda est peuplé de plus de 6.000.000 de Rwandais.

Le communiqué continue en disant que la réconciliation pour eux signifie passer l'éponge sur leur crimes, reprendre les mêmes personnes et relancer la politique de division qui a plongé le pays dans le chaos et dans l'horreur.

Le RDR et "Rwanda pour tous", poursuit le communiqué, prétendent représenter la majorité des HUTU, ce que le communiqué trouve honteux pour le peuple Rwandais en général, et pour la communauté HUTU en particulier, car cela supposerait que Hutu équivaldrait à être tueur ou extrémiste.

Le communiqué poursuit en disant que ces groupes qui ont refusé aux anciens réfugiés, pendant 35 ans, le droit de rentrer dans leur pays, continuent de prendre les réfugiés comme otages.

Le communiqué indique que le FPR a arrêté à lui seul le génocide, et que s'il avait eu une idéologie génocidaire, le résultat aurait été la vengeance.

Le communiqué a réfuté les accusations de ces groupes comme quoi une partie de la population, en l'occurrence les BAHUTU, est victime des massacres organisés. La vérité est que les 6.000.000 de Rwandais qui peuplent actuellement le pays vivent ensemble en toute sécurité. Il conclut en rappelant les efforts du Gouvernement Rwandais pour le retour des réfugiés, et les visites des délégués de réfugiés au Rwanda.

Le Gouvernement Zaïrois vient d'interdire les activités du RDR, lui reprochant d'entraver le retour pacifique des réfugiés.

cc :FC	LO
ED	CCPO
DFC	UNESCO
Spokesman	CO 1st Coy
KPAO	CO IndBatt
PA	CO GhanBatt
CPO	CO MalawiCoy
SASRSG	CO NiCoy
SPAO	CO SenBatt
HAO	Force Engineer Coy
LA	MILOBS
PO	UNREO
CAO	UNICEF
CISS	UNDP
G2	FAO
Force PM	WFP
CO UNAMIR MP Coy	UNHCR
CSO/ASC	UNHCHR
COS	FMO
Tribunal Internat. B.P 34	NORMED
FLSG	ICRC
IOM	Force Sig Coy
UNV FOR UNAMIR	ECHO
CLAIMS	WHO
UNDP/UNOPS/RWA/95/002	

A : Shaharyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENAMADI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 22 Février 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Jeudi 22 Février 1996: Le Président de la République Rwandaise, Son Excellence Monsieur Pasteur BIZIMUNGU a dirigé hier les cérémonies de clôture d'un séminaire pour les Officiers Supérieurs à l'Ecole Supérieure Militaire de Kigali. Dans son allocution de clôture, le Président a déclaré que les militaires devraient être mobilisés pour la paix et la sécurité dans le pays. Il leur a demandé d'oeuvrer pour la protection des droits des Rwandais et de travailler pour la construction nationale.

Le séminaire a traité des sujets sur la sécurité, la situation politique dans le pays, l'histoire et la justice, la mobilisation du peuple pour la sécurité et la réconciliation, les causes et les conséquences du génocide, le retour des réfugiés et les droits de propriétés au Rwanda.

Le Premier Ministre Rwandais, Monsieur Pierre Céléstin RWIGEMA a réfuté les rapports d'AMNESTY INTERNATIONAL selon lesquels le retour des réfugiés rwandais en grand nombre serait source de chaos au Rwanda. Il a dit que de tels propos visaient à décourager le retour des réfugiés, et les efforts du Gouvernement Rwandais dans ce processus.

Le Premier Ministre a expliqué que le HCR et les autres organisations qui collaborent avec le Gouvernement Rwandais dans le rapatriement des réfugiés, n'ont pas mentionné une telle inquiétude, ce qui témoigne que ceux qui prévoient que le retour des réfugiés serait une source de troubles, sont mal intentionnés. Il a ajouté que les réfugiés rentrent parce qu'ils sont sûrs de leur sécurité dans le pays.

Le Ministre Rwandais de la Justice, Madame Marthe MUKAMURENZI a exprimé son insatisfaction vis-à-vis de l'attitude du Tribunal International pour le Rwanda, à cause du retard de ses opérations, avec comme prétexte le manque de témoignage contre les suspects.

Le Ministre a ajouté que le Gouvernement Rwandais a donné toutes les preuves possibles contre les suspects du génocide et continuera de les fournir au Tribunal.

Le Ministre de la Réhabilitation et de l'Intégration Sociale, Monsieur Patrick MAZIMPAKA a ouvert hier un séminaire de trois jours pour examiner la performance des ONG locales et internationales au Rwanda. L'objectif de ce séminaire est d'étudier comment ces ONG peuvent collaborer avec le Gouvernement dans l'exécution de leurs tâches, et comment ces ONG peuvent collaborer dans les projets de développement.

Le Ministre Rwandais des Transports et des Communications, Monsieur Charles MULIGANDE, a reçu hier l'Ambassadeur de Grande Bretagne au Rwanda, Madame KAYE Oliver. Les relations bilatérales ont été abordées. L'assistance de la Grande Bretagne dans l'amélioration du système des télécommunications a également été discutée.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat: B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR
CLAIMS

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shaharyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENAMADI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 21 Février 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Mercredi 21 Février 1996: Le Président de la République Rwandaise Son Excellence Pasteur BIZIMUNGU, s'est rendu hier dans la Préfecture de Kigali rural, où il s'est entretenu avec les autorités locales. Le Préfet Narcisse GAKUBA a expliqué les problèmes de cette préfecture à savoir la réinstallation des anciens réfugiés, le problème des rescapés dont les maisons ont été détruites, et le problème de ceux qui occupent les maisons des réfugiés encore en exil.

Le Président de la République a déclaré que le Ministère de l'Intégration Sociale, devrait rapidement procurer des parcelles aux personnes sans abris pour leur permettre de construire leurs propres habitations. Il a ajouté que le Gouvernement avait comme politique d'installer les gens dans des villages. Le Ministre des Travaux Publics et de l'Energie a déclaré qu'un tel plan avait été soumis au Conseil des Ministres pour approbation, et qu'un projet pilote était en cours d'essai dans la Préfecture de Kibungo.

Comme il l'avait fait il y a quelques jours à Byumba, le Président BIZIMUNGU a remis un chèque d'un million de Francs Rwandais à l'ex-Bourgmestre de la Commune RUSHASHI, M. Vincent MUNYANDAMUTSA, qui, bien avant le génocide, avait osé dénoncer publiquement le plan d'extermination des TUTSIS et de l'opposition au Rwanda, ce qui lui a valu d'être limogé.

-- Le Ministre des Affaires Etrangères, le Dr Anastase GASANA a effectué une visite de travail en Espagne du 19 au 20 Février à l'invitation de son homologue, Monsieur CARLOS WENSESTOR avec qui il a parlé de la coopération bilatérale.

Les deux parties ont mis un accent particulier sur le domaine politique et sur le retour des réfugiés. Elles sont aussi d'accord sur le principe de la nécessité de mettre à la disposition du Rwanda les moyens économiques nécessaires pour la réhabilitation économique et morale du pays.

L'Espagne a accepté d'accroître son assistance dans les domaines de la réhabilitation du projet de développement, la réinstallation des réfugiés, la réhabilitation du secteur de la santé, de l'enseignement et des groupes vulnérables à savoir les femmes et les enfants.

2.500 réfugiés sont rentrés hier du camp de RUKURAMIGABO. Les réfugiés se lamentent toujours du fait que le HCR leur demandent les certificats d'enregistrement avant de monter dans les camions pour leur retour, ce qui selon eux, freine leur retour rapide. A leur arrivée, le HCR leur donne des vivres, des équipements pour un mois.

Les lois rwandaises sur la famille, les femmes et les enfants doivent être révisées. Cette observation a été faite hier par le Ministre de la Famille et de la Condition Féminine, Madame Aloysie INYUMBA lors de la cérémonie d'ouverture d'un séminaire sur la révision et la mise en application de nouvelles lois concernant la famille, les femmes et les enfants.

Le Ministre INYUMBA a dit que la femme rwandaise doit avoir un rôle clair dans le développement national et partant avoir des lois qui lui permettent d'atteindre cet objectif.

cc:FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR
CLAIMS

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shalanyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENMADI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude LOGENZI RADIO MINUAR	Date : 20 Février 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Mardi 20 Février 1996: Deux actes de mise en accusations viennent d'être lancés par le Tribunal International pour le Rwanda contre deux suspects du génocide incarcérés en ZAMBIE, à savoir George RUTAGANDA ex-deuxième Vice-Président de la milice INTERVIMU et Jean-Paul AKAYEZU ex-Bourgmestre de la Commune TABA en préfecture Gitarama.

M. AKAYEZU est accusé d'avoir demandé à la population d'éliminer ceux qu'il appelait "les complices du FPR", et d'avoir nommé des personnalités à abattre, supervisé des tortures et donné des ordres aux miliciens pour tuer les intellectuels et les gens d'influence.

Il est accusé d'avoir encouragé le meurtre d'un enseignant dans sa commune, ce qui a marqué le début des tueries de TUTSIS. Plus de 2.000 personnes ont été tuées dans la Commune qu'il dirigeait.

Monsieur AKAYEZU a été accusé de génocide, d'incitation directe et publique à la population pour commettre le génocide, de crime contre l'humanité, d'extermination, de meurtre, de torture et de traitement cruel.

Monsieur RUTAGANDA est accusé d'avoir distribué des armes aux miliciens dans la Commune Nyarugenge, d'avoir participé aux massacres commis dans l'Ecole Technique Officielle de Kicukiro aux environs du 11 Avril 1994, et aux massacres commis à Nyanza. Le Tribunal International accuse Monsieur RUTAGANDA de génocide, crime contre l'humanité, extermination et meurtre.

Au cours d'une conférence de presse qu'il a animé hier dans son bureau, le Procureur Adjoint^{au} près le Tribunal International pour le Rwanda, le Juge Honoré RAKOTOMANANA, a expliqué que si le Tribunal n'a arrêté jusqu'à présent aucune grande personnalité de l'ex-gouvernement, la raison était qu'il n'y avait aucun témoignage contre eux.

Le Tribunal a signé des mandats d'arrêt contre ces inculpées et a souhaité qu'ils soient toujours détenus en Zambie pour encore quelques temps en attendant que le Tribunal ait les facilités voulues pour les accueillir. Rappelons que le Tribunal International pour le Rwanda avait récemment demandé à la Belgique le transport d'autres personnes accusées de génocide, pour qu'elle soient détenus à ARUSHA en attendant les procès.

Il s'agit de l'ex-Ministre des Transports, Alphonse HIGANIRO, de l'ex-Bourgmestre de la Commune Ngoma, Joseph KANYABASHI et l'ex-Bourgmestre de la Commune de Kuganza, Elie KDAYAMBAJE.

Une première dans l'histoire du Rwanda, la fête d'AID-EL-FITR qui met fin au jeûne du ~~sa~~ Ramadan, été célébrée en jour férié reconnu par le Gouvernement Rwandais. Cette fête a été célébrée en toute fierté car elle était célébrée officiellement pour la première fois. L'Association Rwandaise des Musulmans a remercié le Gouvernement d'avoir permis aux musulmans de jouir de leurs droits, et ont souhaité aux Rwandais l'unité et l'avenir.

cc :FC
FD
DFC
Spokesman
KPAO
FL
CPO
SASESG
SPAG
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR
CLAIMS

LO
CCPO
UNESCO
CO KaliCoy
CO Indlatt
CO Claret
CO MalawiCoy
CO KiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shaharyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENAMADI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 17 Février 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Samedi 17 Février 1996: Le Conseil du Gouvernement s'est réuni hier sous la présidence du Chef de l'Etat Pasteur BIZIMUNGU, avec à l'ordre du jour la privatisation de l'Hôpital Roi Fayçal, et l'examen des stratégies à prendre pour les procès des présumés coupables du génocide de 1994.

A propos de l'Hôpital Roi Fayçal qui coûte cher au Gouvernement, le conseil a fait deux propositions à savoir, en faire une société parastatale, ou tout simplement la privatiser. Le conseil a demandé au Ministre de la Santé de reprendre les contacts avec la société Sud-Africaine "Africa Help Hospital", afin de s'entretenir sur l'une de ces propositions.

Le rapatriement volontaire des réfugiés Rwandais poursuit son cours. Hier 5.000 réfugiés du camp de RUKURAMIGABO, soit la population de tout le camp devaient regagner la frontière Rwando-Burundaise pour être ensuite transportés vers leurs communes d'origine.

Cependant le RDR tente de faire comprendre que ce rapatriement est forcé et revêt un caractère violent. Le Premier Ministre Burundais M. Antoine NDUWAYO, a fait hier un démenti formel à ces allégations, lors d'une conférence de presse en Belgique.

M. NDUWAYO a expliqué que ce rapatriement était le résultat des visites des dirigeants Rwandais et Burundais dans les camps de réfugiés et des efforts de la Commission Tripartite HCR-Rwanda-Burundi. Il a ajouté que le Burundi n'avait aucun intérêt à forcer les réfugiés à rentrer, ce qui lui attirerait la colère de la communauté internationale.

Le Ministre Errythréen des Affaires Etrangères M. Peter SOLOMON séjourne au Rwanda pour une visite officielle de trois jours. Il aura des entretiens avec les dirigeants Rwandais pour voir les problèmes de la région, et les problèmes d'intérêt commun entre les deux pays.

De BRUXELLES nous apprenons que deux missiles d'origine russe qui avaient été utilisés par l'IRAK pendant la guerre du Golfe, ont été utilisés par les soldats Français pour descendre l'avion de l'ancien Président HABYARIMANA en Avril 1994.

M. Philippe REYNTJENS, historien Belge a déclaré dans son livre, qu'il avait assez de preuves recueillies dans l'armée, et que la France ne pourrait pas se défendre.

Le Président de l'Assemblée Nationale M. Juvénal NKUSI a reçu hier M.Philippe LAZZARINI, Chef de Délégation du Comité International de la Croix Rouge à GENEVE. Ce dernier a exposé au Président de l'Assemblée les domaines d'intervention du CICR. Il a en outre dit que le programme CICR passait du programme d'urgence au programme de réhabilitation nationale.

M. Juvénal NKUSI a fait remarqué à M. LAZZARINI que tous les domaines d'interventions de la Croix Rouge étaient très importants pour la population Rwandaise.

CC :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR
CLAIMS

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shaharyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENAMADI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 16 Février 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Vendredi 16 Février 1996: Une délégation Gouvernementale conduite par le Président de la République Son Excellence Pasteur BIZIMUNGU, a visité hier la Préfecture de Byumba, dans le but de rencontrer la population afin de discuter leurs problèmes. Il s'est avéré que cette région était confrontée au manque d'espace pour réinstaller les rapatriés. Il y a aussi quelques problèmes d'insécurité.

L'ancien Bourgmestre de la Commune GITI, actuellement sous-préfet dans la même Préfecture, s'est vu accorder une récompense de 1.000.000 Frw, car il a tout fait pour que sa commune n'endure pas le génocide. Cette récompense lui a été promis par le Président de la République M. Pasteur BIZIMUNGU.

Les camps des réfugiés Rwandais du Burundi doivent être fermés. Cette décision a pris effet depuis hier, et fait suite aux résolutions de la réunion tripartite HCR-Rwanda-Burundi tenue à Bujumbura du 29 au 30 Janvier 1996, qui avait décidé que ces camps seraient fermés progressivement.

Le Président de la Commission Nationale du Rapatriement, M. Ephraïm KABAYIJA, a déclaré que près de 100.000 réfugiés des camps de Ngozi étaient prêts à rentrer, et que quatre camps de réfugiés dans cette région seraient vidés dans 5 à 10 jours.

Quelques 1.991 réfugiés Rwandais sont arrivés hier à Butare des camps de réfugiés du Burundi. 70 autres sont venus du camp de KIBUMBA, toujours gardé par les soldats Zairois. Certaines informations rapportent que, suite à de fortes pluies dans la région, ces soldats sont allés à l'abri, permettant la fuite de quelques réfugiés vers d'autres camps.

Le Directeur de Cabinet au Ministère de la Justice, M. Gérard GAHIMA, a présidé hier les cérémonies de clôture du séminaire des journalistes. M. GAHIMA a déclaré que son Ministère travaillait d'arrache-pied pour résoudre le problème de plus de 60.000 suspects du génocide et détenus dans les prisons à travers le pays.

La "GTZ", Coopération Technique Allemande, a accordé au dit Ministère un don de 2.000.000 de Deutch Marks, qui seront utilisés dans la reconstruction de la Justice.

L'Ambassadeur Français M. Jacques COURBIN, a été reçu hier par le Ministre du Travail et des Affaires Sociales. M. COURBIN a déclaré que les enfants Rwandais qui avaient été emmenés en France pendant le génocide seraient ramenés bientôt, et qu'un groupe d'experts en matière d'éducation des enfants était attendu à Kigali dans deux semaines.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR
CLAIMS

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shaharyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENAMADI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZU RADIO MINUAR	Date : 15 Février 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Jeudi 15 Février 1996: Le Premier Ministre Rwandais, Pierre Céléstin RWIGEMA, a accordé hier une audience à l'Ambassadeur de Grande-Bretagne au Rwanda, Madame KAYE Oliver. Ils ont entre autre parlé des relations entre les deux pays, de la situation au Rwanda et dans la région, et de l'aide souhaitée pour la reconstruction du Rwanda.

Les deux interlocuteurs se sont félicités des efforts effectués dans le rapatriement des réfugiés rwandais, en évoquant l'impact positif des récentes visites des responsables politiques rwandais dans les camps des réfugiés en Tanzanie et au Burundi.

Le Premier Ministre a souhaité que la Grande-Bretagne assiste le Rwanda dans l'enseignement de l'anglais, qui est devenu une langue officielle.

Le troisième séminaire des Officiers de l'Armée Rwandaise s'est ouvert hier à l'Ecole Supérieure Militaire (ESM) à Kigali. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Chef de l'Etat Major de l'Armée, le Colonel Sam KAKA qui a dit que l'armée devrait être une source de sécurité plutôt qu'une cause d'insécurité.

Au cours de ce séminaire, il sera question de la politique générale du pays, de la discipline au sein de l'armée, de la sécurité et la réconciliation nationale, l'histoire et la justice qui ont un impact sur la situation rwandaise actuelle. Le Colonel Sam KAKA a dit que tous les Officiers devraient suivre de tels séminaires pour mieux comprendre les problèmes du pays afin de leurs trouver des solutions globales.

Le Prêtre rwandais Wenceslas MUNYESHYAKA, mis en examen pour sa participation au génocide rwandais de 1994, a été confronté pour la première fois et durant plusieurs heures, à cinq de ses accusateurs, hier devant le Tribunal de Grande Instance de Privas dans le sud-est de la France.

Rappelons que ce Prêtre avait été mis en examen le 29 Juillet 1995 par un Juge d'Instruction de Privas pour génocide, complicité de génocide, torture, mauvais traitement et actes inhumains et dégradants. Il avait été remis en liberté le 11 Août.

Trois jeunes rwandaises, âgées de 18 à 19 ans, sont arrivées en France Dimanche dernier, spécialement pour participer à la confrontation avec l'homme qu'elles accusent de les avoir violées en échange de sa protection.

L'Etat Fédéral Allemand de Rhénanie Palatinat a assuré au Gouvernement Rwandais qu'il va honorer les accords bilatéraux, concernant son assistance dans la formation de la police communale et de la gendarmerie rwandaises. Cette confirmation a été donnée par la délégation de Rhénanie Palatinat qui vient d'effectuer une visite d'une semaine au Rwanda.

La formation se fera en deux phases dont la première sera pour les formateurs. Rappelons que ces accords avaient été signés en Novembre dernier lors de la visite du Ministre de l'Intérieur, le Colonel Alexis KANYARENGWE en Rhénanie Palatinat.

Radio Rwanda a lancé une campagne d'investigation du problème des propriétés appartenant aux réfugiés et illégalement occupées. Cette question s'était avérée l'un des obstacles majeurs au retour des réfugiés.

Dans la Préfecture de Gisenyi, les réfugiés qui rentrent recouvrent leurs biens sans problème. Dans la Commune Urbaine de Rubavu, les maisons abandonnées sont sous le contrôle de la Commune, et quiconque n'est pas satisfait par la décision de la Commune, peut s'adresser à la commission chargée du problème des maisons. Cette commission peut user de la force, si nécessaire, pour que l'occupant illégal libère la maison.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR
CLAIMS
UNDP/UNOPS/RWA/95/002

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO



A : Shaharyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENAMADI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZU RADIO MINUAR	Date : 14 Février 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Mercredi 14 Février 1996: La 2ème réunion des Ministres des Affaires Etrangères de l'OBK s'est achevée hier après-midi. Les Ministres se sont engagés à préparer la prochaine table ronde des bailleurs de fonds en faveur de cette Organisation qui se tiendra au mois de Juin cette année.

La réunion a décidé que les équipements de télécommunications du Mont JARI qui avait été endommagés pendant la guerre, soient réparés par les prêts que les pays membres de l'organisation avaient demandé à la Banque Africaine de Développement.

Les cérémonies de restitution des biens du Rwanda pillés vers le Zaïre ont eu lieu hier à Gisenyi. Deux hélicoptères, trois blindés ainsi que quelques fusils dont des kalachnikovs et des mortiers ont été rendus au Rwanda. La délégation zairoise était dirigée par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense, la délégation rwandaise par le Ministre des Affaires Etrangères, le Dr Anastase GASANA. Un témoin de marque était présent, à savoir l'ancien Président Malien, le Général AMADOU TOUMANI TOURE.

Hier le Gouvernement Zairois a fermé le camp de réfugiés à Kibumba. 250 soldats zairois avaient encerclé le camp pour contrôler les entrées et sorties et assurer la sécurité des réfugiés qui rentraient.

Monsieur KASSIM DIAGNE, Représentant Assistant du HCR au Rwanda a dit que les 250 soldats zairois étaient là pour empêcher les réfugiés qui pourraient s'enfuir ainsi que toute personne qui pourraient entrer dans les camps pour destabiliser la sécurité.

A la sortie du camp, les réfugiés étaient reçus par le HCR, transférés vers la frontière de Gisenyi où ils étaient reçus par les représentants du Gouvernement Rwandais. Ils étaient ensuite transférés dans le camp de transit de Nkamira. Les officiels du HCR, ont déclaré ne pas savoir combien de temps va prendre cette opération, mais ont précisé que toutes les parties concernées étaient en train de discuter comment l'opération pourrait réussir.

Parmi les personnalités qui étaient dans le camp de Kibumba figurent le Représentant du HCR, le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Rwanda, l'Ambassadeur Shaharyar KHAN, les autorités du Ministère de la Réhabilitation et de l'Intégration Sociale ainsi que les représentants de l'APR.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR
CLAIMS

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shaharyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENAMADI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 13 Février 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Mardi 13 Février 1996: Hier le Vice-Président et Ministre de la Défense, le Général Major Paul KAGAME a présidé les cérémonies d'ouverture de la deuxième réunion ordinaire de l'Organisation pour l'Aménagement du Bassin de l'Akagera. Dans son allocution, le Général Major Paul KAGAME a remercié les participants pour leur contribution apportée au Rwanda après la tragédie de 1994. Il les a aussi remercié pour avoir inhumé en toute dignité les corps des victimes du génocide jetés dans la rivière Akagera.

Le Vice-Président a aussi remercié les états membres de l'OBK pour avoir promis d'aider financièrement le Rwanda dans ses travaux de réhabilitation de l'antenne des télécommunications du Mont Jari. Il leur a aussi rappelé leur devoir de s'acquitter de leurs arriérés de contribution envers l'OBK pour qu'elle puisse honorer ses engagements.

Le Gouvernement Tanzanien vient d'interdire le principal mouvement des réfugiés rwandais vivant dans ce pays, le RDR, et ordonné l'arrestation de 162 de ses cadres. C'est ce qu'a annoncé la presse tanzanienne qui citait le Ministre de l'Intérieur, Monsieur ALI AMERI MOUHAMAD qui s'exprimait Samedi dernier dans un camp de réfugiés et qui a précisé que cette mesure prenait effet immédiatement. Il a expliqué que cette mesure était motivée par des activités tenues en violation du règlement du statut des réfugiés.

Un séminaire des journalistes sur le reportage juridique se tient depuis hier dans les immeubles de l'ex-école belge. Ce séminaire qui va durer un mois, regroupe 15 journalistes de presse publique et privée. Il a été organisé par le Ministère de l'Information en collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme au Rwanda, et le projet Rwanda-Médias financé par l'UNESCO.

Les cérémonies de restitution du matériel militaire du Rwanda pillé vers le Zaïre, n'ont pas eu lieu : La délégation Rwandaise dirigée par le Ministre des Affaires Etrangères, Monsieur Anastase GASANA qui était accompagné par l'ancien Président Malien, Monsieur AMADOU TOUMANI TOURE s'est rendu hier à Gisenyi. Après une longue attente, la délégation rwandaise a appris que la délégation zaïroise avait été empêchée et que les cérémonies étaient reportées à aujourd'hui, midi.

D'autre part, le Vice-Premier Ministre zairois et Ministre de l'Intérieur, Monsieur Gustave MALUMBA MBANGULA, lors de sa visite à Goma Vendredi dernier, a déclaré qu'il était impressionné par les efforts du Gouvernement Rwandais dans le processus de mobilisation des réfugiés pour leur rapatriement volontaire. Il a en outre promis de coopérer avec le Gouvernement Rwandais et le HCR dans ce rapatriement.

Le Gouvernement Canadien a accordé un don de 350.000 US dollars, destiné aux projets d'appui à l'intégration sociale des jeunes non accompagnés et désœuvrés.

cc :FC	LO
ED	CCPO
DFC	UNESCO
Spokesman	CO MaliCoy
MPAO	CO IndBatt
PA	CO GhanBatt
CPO	CO MalawiCoy
SASRSG	CO NiCoy
SPAO	CO SenBatt
HAO	Force Engineer Coy
LA	MILOBS
PO	UNREO
CAO	UNICEF
CISS	UNDP
G2	FAO
Force PM	WFP
CO UNAMIR MP Coy	UNHCR
CSO/ASC	UNHCHR
COS	FMO
Tribunal Internat. B.P 34	NORMED
FLSG	ICRC
IOM	Force Sig Coy
UNV FOR UNAMIR	ECHO
CLAIMS	WHO
UNDP/UNOPS/RWA/95/002	

A : Shaharyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENAMADI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 12 Février 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Lundi 12 Février 1996: La réunion des Ministres des Affaires Etrangères de l'Organisation pour l'aménagement de Bassin de la Kagera (OBK), se tient aujourd'hui ici à Kigali. Les Ministres Rwandais, Burundais, Tanzanien et Ougandais vont se pencher sur les conclusions de la réunion des experts des quatre pays qui s'est tenue du 06 au 09 Février. Leur objectif majeur est de relancer l'OBK sur une base sûre.

Rappelons que la dette du Rwanda envers l'OBK equivaut à 227.000 \$, et que le Rwanda est le seul pays à avoir commencé à payer ses arriérés. Parmi les projets que cette organisation compte relancer figurent quelques tronçons de routes dont la réalisation serait un atout majeur pour la communication interrégionale. La réunion qui se tiendra à l'Hotel UMUBANO sera ouverte par le Vice-Président et Ministre de la Défense, le Général Major Paul KAGAME.

Le matériel militaire Rwandais pillé par l'ancien Gouvernement vers le Zaïre, devrait être restitué aujourd'hui. Selon Radio Rwanda, ce matin il n'y avait pas encore de signes confirmant que les Zaïrois viendraient à la frontière Rwando-Zaïroise pour rencontrer la délégation Rwandaise. L'ancien Président Malien AMADOU TOUMANI TOURE, l'un des facilitateurs du sommet du Caire, est déjà dans le pays pour assister à cet événement.

Rappelons que le Vice-Président et Ministre Rwandais de la Défense, le Général Major Paul KAGAME, lors de sa conférence de presse la semaine dernière, s'était demandé où étaient passés les 7 autres hélicoptères, puisque le Zaïre avait déclaré qu'il ne rendrait que deux.

Le Centre Hospitalier de Kigali (CHK), a célébré hier le 35^e anniversaire de la Journée des Malades. Le Directeur du CHK, le Dr. Emile RWAMASIRABO, a insisté sur le manque de moyens dont souffre le centre. Le représentant du Ministre de la Santé a assuré le personnel du centre et les malades, que son Ministère connaît tous leurs problèmes, et fera tout pour leur aider à les résoudre.

Samedi dernier l'association Rwandaise des Femmes Journalistes (ARFEM), a tenu sa première assemblée générale au cours de laquelle elle a constitué son comité directeur:

La Présidente Jeanne KADHALIKA, Première Vice-Présidente Goretti UWIBAMBE, 2è Vice-Présidente Rose RWABUHIHI, Secrétaire Général Valérie GATABAZI, Trésorière Christine GAHAMANYI.

L'association s'est fixée comme objectif entre autres, rassembler les femmes des médias pour faire connaissance, inciter les femmes à s'intéresser au métier de journalisme, s'auto-former en vue de s'auto-perfectionner, défendre les droits et intérêts des femmes des médias.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR
CLAIMS

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shaharyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENAMADI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 10 Février 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Samedi 10 Février 1996: Le Vice-Président de la République et Ministre de la défense le Général Major Psaul KAGAME, a accordé hier dans la matinée, une conférence de presse aux journalistes Rwandais et étrangers.

Cette conférence s'est articulée sur la politique générale du pays, avec un accent sur les problèmes de sécurité. Il a parlé des incursions armées perpétrées par les ex-FAR et les miliciens Interahamwe en provenance du Zaïre durant les quatre derniers mois.

Le Général Major Paul KAGAME a souligné que les actes de violence commises contre les populations Rwandaises du KIVU étaient de nature à inquiéter quiconque souhaite la paix dans la région. Il a dit qu'il existait des contacts entre Kigali et Kinshasa, et que le Rwanda était prêt à accueillir ces Zaïrois d'origine Rwandaise, en attendant que le Zaïre trouve une solution à ce problème.

A propos des biens pillés par l'ancien Gouvernement vers le Zaïre, et dont les autorités Zaïroises nient connaître l'emplacement, le Vice-Président a expliqué que des blindés et des hélicoptères ne peuvent pas entrer incognito dans un pays.

Le Vice-Président a dit que le Tribunal International pour le Rwanda faisait face au problème financier, et au blocage de certains pays. Pour ce qui est des tribunaux nationaux, le Général Major Paul KAGAME a dit que les moyens faisaient encore défaut, mais que le Gouvernement s'y attelait d'arrache-pied pour y trouver des solutions.

Concernant les propos qualifiant le Gouvernement de Kigali comme un Gouvernement FPR, le Général Major Paul KAGAME a dit que ce Gouvernement a la responsabilité de faire face à ce genre de remarque qui sont faites par des gens qui ont leurs propres visées.

Hier le Premier Ministre Rwandais M. P-Célestin RWIGEMA est rentré, plein d'espoir, de sa visite en Tanzanie. Il a pu s'adresser au Parlement Tanzanien, et a expliqué la situation au Rwanda et les efforts du Gouvernement à tous les niveaux.

M. RWIGEMA s'est ensuite rendu dans les camps de NGARA où il s'est adressé aux réfugiés qui étaient réticents dans un premier temps, mais qui ont finalement été convaincus par ses explications, et plus de 90% ont exprimé leur souhait de rentrer. Toutefois il y a encore des intimidateurs dans le camp de CYABALISA dans la région de Karagwe, qui contient environ 80.000 réfugiés.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR
CLAIMS

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shaharyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENAMADI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 09 Février 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Vendredi 9 Février 1996 : Le Président Rwandais, Monsieur Pasteur BIZIMUNGU était hier en Préfecture de Kibuye où il a eu des entretiens avec les autorités locales. Les problèmes d'insécurité et d'enclavement ont dominé les débats. Le commandant militaire de la région a appelé la population à collaborer étroitement avec les forces de l'ordre pour appréhender les criminels.

Les axes routiers de Kibuye sont difficilement praticables, ce qui cause le manque d'échange de produits de première nécessité avec d'autres régions. Le Président leur a assuré que le Gouvernement était conscient de ce problème et que les démarches étaient en cours pour pouvoir relancer le projet de macadamiser la route Gitarama-Kibuye.

Dans le cadre de la reconciliation nationale, le Ministre de la Justice, Madame Marthe MUKAMURENZI a déclaré que d'ici mi-Avril, les premiers procès pourront débiter.

Au cours de son séjour en Tanzanie, le Premier Ministre Rwandais, Pierre Célestin RWIGEMA, a eu des entretiens avec les hautes autorités du pays, et effectué des visites dans les camps des réfugiés rwandais.

Le Ministre de la Réhabilitation et de l'Intégration Sociale, Monsieur Patrick MAZIMPAKA, qui est rentré au Rwanda hier de cette mission, a déclaré que le Premier Ministre avait réaffirmé l'engagement du Gouvernement Rwandais quant au retour des réfugiés rwandais. Monsieur MAZIMPAKA a dit qu'ils ont eu des entretiens avec le Premier Ministre Tanzanien, et ont visité les camps des réfugiés de Ngara en compagnie du Ministre des Affaires Etrangères et du Ministre de l'Intérieur qui est aussi chargé des réfugiés. Le Ministre MAZIMPAKA estime que la Tanzanie s'est vraiment engagé pour que le rapatriement des réfugiés soit fait dans les meilleurs délais.

Monsieur MAZIMPAKA trouve que l'atmosphère a déjà changé dans les camps de BENAKO. Il a expliqué que près de cent mille personnes étaient venues entendre le discours du Premier Ministre et ont posé des questions en rapport avec la sécurité, leur propriété et des question d'ordre politique.

La délégation rwandaise a répondu à toutes les questions, et le résultat a été que, plus de 80 % de ceux qui étaient présents ont exprimé le souhait de rentrer. La délégation rwandaise a ensuite demandé au HCR, de préparer des camions et des bus pour commencer à rapatrier les candidats au retour.

Le Premier Ministre qui devait clôturer sa visite hier, a dû prolonger son séjour en Tanzanie pour prendre connaissance de la situation dans les camps de réfugiés de Karagwe.

Pendant que le Rwanda essaye de résoudre les problèmes des réfugiés rwandais, les militaires zairois et les miliciens interahamwe se livrent à des actes de violence contre la population zairoise d'origine rwandaise installés 1885 et 1920. Leur arrivée massive au Rwanda s'est accélérée depuis le premier Janvier 1996, ce qui a baissé le rapatriement de nouveaux et d'anciens réfugiés. Parmi les trois mille personnes enregistrées du 1er au 12 Janvier à Gisenyi, 2.700 sont des anciens émigrés de 1885 à 1958. La Tanzanie a déjà préparé le camp de BURIGI, où seront transférés les intimidateurs.

Les préparatifs des cérémonies de restitution des biens du Rwanda pillés par l'ancien Gouvernement vers le Zaïre, étaient au centre des entretiens hier entre le Ministre des Affaires Etrangères, le Dr Anastase GASANA et le Ministre Conseiller à l'Ambassade du Zaïre à Kigali, Monsieur KIMBOKO KIESSI. Les cérémonies sont prévues le 12 Février 1996.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR
CLAIMS

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shaharyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENAMADI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZA RADIO MINUAR	Date : 08 Février 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Jeudi 08 Février 1996: Le Président de la République Rwandaise, Monsieur Pasteur BIZIMUNGU a accordé hier une interview à Radio Rwanda. Il a déclaré que le Gouvernement Tanzanien avait entamé le processus de séparation des intimidateurs du reste des réfugiés rwandais pour qu'ils puissent rentrer volontairement.

Concernant la coopération du Zaïre dans le processus du rapatriement des réfugiés, le Président a dit que les résolutions qui ont été signées étaient en cours de mise en action. Il a également dit que le Zaïre avait accepté de restituer au Rwanda, deux hélicoptères sur les 9 répertoriés, et cette cérémonie aura lieu le 12 Février.

Le Président BIZIMUNGU a dit que la politique du Gouvernement Rwandais, était de faire appel à la Communauté Internationale pour qu'elle empêche la livraison d'armes dans les camps de réfugiés rwandais, et qu'elle fasse pression sur le Zaïre pour que le Rwanda puisse recouvrer le reste de ses biens pillés et emporté vers ce pays.

Le Président a expliqué que les visites des dirigeants rwandais, comme celle que le Premier Ministre Rwandais a récemment effectué en Tanzanie, étaient dans le but de rassurer les réfugiés pour qu'ils puissent rentrer. Il a ajouté que s'ils ne rentrent pas, le Gouvernement Rwandais aura fait preuve de sa bonne volonté.

Concernant les anciens réfugiés qui n'ont pas de maisons, le Président a dit que le Gouvernement a eu avec des discussions avec les agences de l'ONU, le HCR en particulier, pour aider à trouver des logements. Le HCR a accepté de fournir du matériel de construction.

Une équipe d'archéologues et de médecins travaillant pour le Tribunal International pour le Rwanda, continue l'exhumation des victimes du génocide de 1994 à Kibuye. Le responsable de cette équipe, le Dr HANGLUND a déclaré que 300 restes des victimes ont été examinés jusqu'à présent.

L'équipe d'experts a constaté qu'elle a trouvé que certaines des victimes avaient été tuées par des coups durs sur la tête, d'autres avaient reçu des blessures dues aux armes très aiguisées. 50 % des victimes qu'ils ont exhumées jusqu'à présent, sont des femmes et des enfants de moins de dix huit ans. Cette action vise à rassembler les preuves qui seront utilisées lors des procès par le Tribunal International pour le Rwanda.

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Culture, le Docteur Joseph NSENGIMANA a tenu hier une conférence de presse à l'Hôtel des Diplomates, pour tracer le bilan de l'année qui s'achève.

Le Dr NSENGIMANA a déclaré que l'année académique 1994-1995 aura atteint les objectifs que le Gouvernement avait assigné à l'Université à savoir : la libéralisation des études universitaires, la concentration de toutes les facultés à Butare, l'adoption du système des prêts boursiers, l'instauration du bilinguisme et enfin le renforcement des moyens pour les facultés d'enseignements scientifiques, technologiques et dans le domaine de l'éducation.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR
CLAIMS

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shaharyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENAMADI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 07 Février 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Mercredi 07 Février 1996: Dans le souci de sensibiliser les réfugiés Rwandais à rentrer au pays, le Premier Ministre Rwandais P-Célestin RWIGEMA, accompagné du Ministre de la Réhabilitation et de l'Intégration Sociale, M. Patrick MAZIMPAKA, effectue depuis hier une visite officielle en Tanzanie.

Ils auront des entretiens avec les différentes autorités Tanzaniennes, et se rendront dans les camps de réfugiés Rwandais de N'GARA et de KARAGWE en Tanzanie.

Le Représentant de la Mission des Nations Unies pour les Droits de l'Homme au Rwanda, M. IAN Martin a hier rencontré le Président Rwandais Pasteur BIZIMUNGU. M. IAN Martin a salué les efforts du Gouvernement Rwandais dans l'amélioration des droits de l'homme au Rwanda.

M. IAN Martin a déclaré que si quelques violations des droits de l'homme peuvent se produire, c'est à cause de la faiblesse des institutions qui devraient veiller à la protection des droits de l'homme, faiblesse due à la crise qu'a traversé le pays au cours de l'année 1994.

Il a en outre déclaré qu'il croit que le Gouvernement Rwandais veut que les investigations soient faites. Il a expliqué que la mission qu'il représente rappelle de temps à autre le Gouvernement pour qu'il prenne des mesures adéquates.

Les experts de l'Organisation du Bassin de la Kagera (OBK), se réunissent depuis hier à l'Hôtel UMUBANO à Kigali. Cette réunion a pour but de relancer les activités de l'organisation.

Le Ministre Rwandais des Affaires Etrangères M. Anastase GASANA, Président en exercice du conseil des Ministres de l'OBK, qui a ouvert les travaux de cette réunion, a souligné l'importance que le Gouvernement Rwandais attache à l'OBK, dont le bon fonctionnement serait très bénéfique aux peuples des pays membres de cette organisation.

Dans ce cadre, le Rwanda a commencé à payer ses arriérés de contribution de 227.000 \$ envers cette organisation. Le Ministre GASANA a demandé aux autres pays membres de faire de même pour que l'OBK démarre Des projets le plus rapidement possible.

Hier le Ministre de la Fonction Publique Cheikh Abdulkarim HARELIMANA, a rencontré l'Ambassadeur Américain au Rwanda, M. Robert GRIBIN qui lui a indiqué que son Gouvernement pourrait fournir des experts en vue de former les agents de l'Etat.

Cheikh Abdulkarim HARELIMANA a également reçu les émissaires de la LIBYE, représentants des organisations islamiques, et ont parlé de la coopération souhaitée par le Ministre Libyen des Affaires Etrangères et de la Coopération, lors de la visite de M. HARELIMANA l'année dernière.

M. HANZ PETER LUDWIG, Chef du Département de la Police au Ministère de l'Intérieur de la Rhénanie Palatinat, et M. JURGER SCHULOTZ, Directeur de Police Judiciaire dans ce même Ministère, effectuent depuis Lundi soir une visite de 7 jours au Rwanda.

Hier M. HANZ s'est entretenu avec le Directeur de Cabinet au Ministère de l'Intérieur, M. Théoneste MUTSINDASHYAKA. Ils ont discuté sur la déclaration signée à l'issue de la visite du Ministre Rwandais de l'Intérieur en Rhénanie Palatinat en Novembre dernier. Cette déclaration parlait de la formation des cadres Rwandais en matière de police, l'envoi des conseillers auprès des instructeurs Rwandais, ainsi que la spécialisation des policiers Rwandais en Rhénanie Palatinat.

M. Théoneste a souhaité que le programme des instructeurs de Rhénanie Palatinat commence le plus tôt possible, et a mis l'accent sur la spécialisation de la police des frontières et a souhaité que, dans un premier temps, 36 policiers soient formés. Il a aussi mentionné l'école de la police communale située à GISHAKE en préfecture de Kibungo, qui nécessite une aide en matière d'infrastructure.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR
CLAIMS

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shaharyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENAMADI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 06 Février 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Mardi 06 Février 1996: Le Vice-Président de l'Assemblée Nationale, Maître Laurent NKONGOLI est revenu Dimanche dernier à Kigali, de Bruxelles, où il a participé du 29 au 30 Janvier dernier à une session de l'assemblée paritaire ACP/Union Européenne, qui devait préparer la session plénière de tous les pays membres et qui se tiendra à Windhoek en Mars prochain. Rappelons ici que le Rwanda fait parti des pays qui assurent la Vice-Présidence de cette assemblée.

Maître NKONGOLI a saisi cette occasion pour expliquer aux participants les problèmes actuels du Rwanda. Il a également expliqué que le système judiciaire sera bientôt fonctionnel, que le rapatriement des réfugiés allait bon train, et a aussi parlé des problèmes des ONG expulsées du pays.

A propos de la réunion pronée par certains pays et qui se tiendrait sous l'égide des Nations Unies, M. NKONGOLI a dit que le Gouvernement Rwandais ne voyait pas de différence entre cette réunion et celles qui se sont tenu à Bujumbura et à Nairobi.

Le Représentant du HCR à Bujumbura a déclaré que quelques 4.654 réfugiés Rwandais installés dans le camp de Ntamba avaient regagné le Rwanda, Lundi dernier, et qu'environ 6.000 autres avaient rejoint la Tanzanie où ils sont installés dans un lieu de transit en attendant d'être dirigés vers un nouveau camp en cours de construction.

Les autorités de la préfecture de Byumba font état du retour de 31 réfugiés en provenance camp de transit de RUYENZI dans la préfecture de Gitarama. Parmi eux, 11 venaient du camp de Katale au Zaïre, 11 du camp de Kibumba, 2 du camp de Bukavu au Zaïre, et 7 du camp de Ntamba au Burundi. Ces réfugiés se disent bien portant mais se plaignent du séjour prolongé dans les camps de transit.

L'ancien Président Tanzanien Mwalimu Julius NYERERE, lors de sa visite au Rwanda, a promis aux autorités Rwandaises le soutien de la Tanzanie dans le rapatriement des réfugiés Rwandais notamment en ce qui concerne la séparation des intimidateurs du reste des réfugiés dans les camps.

Le Gouvernement Rwandais, pour sa part, a réitéré son souhait que tous les réfugiés Rwandais rentrent dans leur patrie.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR
CLAIMS

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shaharyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENAMADI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 05 Février 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Lundi 05 Février 1996: L'ancien Président Tanzanien Mwalimu Julius NYERERE, est arrivé à Kigali hier en fin de soirée pour un séjour de deux jours. Cette personnalité qui a été choisi pour être facilitateur au Sommet du Caire, a rencontré hier soir le Vice-Président et Ministre de la Défense le Général Major Paul KAGAME.

La CESTRAR (Centrale des Syndicats des Travailleurs du Rwanda) a ouvert Samedi dernier à Gisenyi une pharmacie sociale. Le syndicat compte étendre ce genre d'activité à Kigali et à Cyangugu.

Le Préfet de Gisenyi M.Charles ZILIMWABAGABO, a encouragé la CESTRAR à promouvoir les mutuelles de soin de santé pour aider les travailleurs qui n'ont pas où se faire soigner à des prix abordables.

Le Préfet de la préfecture de Byumba M. Déogratias KAYUMBA a déclaré que depuis la fermeture de la prison de Byumba, la justice dans cette préfecture est confrontée à de graves difficultés.

La Préfecture de Byumba fait face à l'insuffisance de ses prisons, ce qui est à la base du mauvais fonctionnement de son appareil judiciaire. Rappelons que les arrestations et les emprisonnements préventifs ont été entravés par la démolition de la prison centrale de Byumba par les prisonniers qui avaient réussi alors à s'évader. Dès lors les prisonniers ont été transférés à Kibungu où ils sont gardés dans des cachots communaux et dans des brigades, ce que la loi n'admet pas. A part cela, la nourriture et les gardiens pour les prisonniers sont très rares dans beaucoup de communes. Cependant les travaux de réaménagement avancent normalement, et il ne reste qu'à construire les toilettes et les bureaux.

Samedi dernier, l'association des rescapés du génocide "ASRG Mpore" a célébré son premier anniversaire. Les membres de l'association ont examiné la performance de l'association au cours de l'année qui s'achève et élu un nouveau comité.

Vendredi dernier, deux incidents se sont produits dans la Commune Nyamyumba, en préfecture de Gisenyi: 7 personnes qui montaient la garde ont été tuées par des inconnus. Un pilone électrique qui alimentait l'usine de fabrication de bière "BRALIRWA", a été détruit par une mine posée par les malfaiteurs.

cc :FC	LO
ED	CCPO
DFC	UNESCO
Spokesman .	CO MaliCoy
MPAO	CO IndBatt
PA	CO GhanBatt
CPO	CO MalawiCoy
SASRSG	CO NiCoy
SPAO	CO SenBatt
HAO	Force Engineer Coy
LA	MILOBS
PO	UNREO
CAO	UNICEF
CISS	UNDP
G2	FAO
Force PM	WFP
CO UNAMIR MP Coy	UNHCR
CSO/ASC	UNHCHR
COS	FMO
Tribunal Internat. B.P 34	NORMED
FLSG	ICRC
IOM	Force Sig Coy
UNV FOR UNAMIR	ECHO
CLAIMS	WHO

A : Shaharyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENAMADI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 03 Février 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Saturday 03 January 1996 : M. Claude DUSAIDI, Conseiller à la Vice-Présidence a déclaré hier que l'ONU est capable d'assister la Commission d'Enquête qu'elle a mise sur pied pour contrôler le trafic illégal d'armes dans les camps de réfugiés Rwandais.

Il a poursuivi en disant que, avec l'idée du Secrétaire Général des Nations Unies le Dr. BOUTROS BOUTROS GHALI de dissoudre la commission, on oublierait tout du trafic illégal d'armes et celles-ci pourraient circuler en toute tranquillité.

Il a ajouté que, si la commission de contrôle du trafic illégal d'armes n'est plus en place, il n'y aurait pas moyen de savoir si les Casques Bleus qui viendront au Zaïre en vue d'intervenir au Burundi en cas de nécessité comme l'avait souhaité le Dr. BOUTROS BOUTROS GHALI, n'apporteraient pas d'armes aux ex-FAR et aux milices, ou si les armes ne continueraient pas d'arriver dans cette zone d'une autre façon.

Il a rappelé que les milices venus du Burundi, et du Rwanda sont toujours au Zaïre prêtes à attaquer le Rwanda, et que la commission pense que c'est pour cette raison que les autorités Zaïroises lui ont mis les bâtons dans les roues, en lui refusant de rencontrer des gens. M. DUSAIDI trouve que, la commission devrait avoir plus de puissance pour arriver à découvrir ce que le Zaïre veut cacher.

Le Ministre Rwandais des Affaires Etrangères le Dr. Anastase GASANA a reçu hier le Procureur Adjoint près le Tribunal International pour le Rwanda, le Juge Honoré RAKOTOMANANA et ont parlé de la sécurité des expatriés au Rwanda.

M. GASANA a d'abord présenté au Juge les excuses du Gouvernement Rwandais pour l'incident survenu le 29 Janvier, où trois fonctionnaires internationaux travaillant pour le Tribunal avaient été battus par les gendarmes de l'APR. M. GASANA a exprimé sa volonté de soutenir le Tribunal et de lui accorder toutes les facilités pour qu'il puisse travailler en toute tranquillité.

Le Ministre GASANA a indiqué que, depuis près de deux ans, le Gouvernement n'a pas encore enregistré ni de mort ou de blessé grave, victimes d'insécurité, malgré le grand nombre d'étrangers et la période délicate d'après guerre et d'après-génocide.

Le Juge RAKOTOMANANA a déclaré qu'il n'y avait pas de problème de sécurité au Rwanda, et qu'il y avaient d'excellentes relations entre le Tribunal et le Gouvernement Rwandais.

Pour sa part, le Procureur Général du Tribunal International pour le Rwanda, M. Richard GOLDSTONE, se plaint de l'insuffisance du personnel et le manque de coopération entre les pays Africains: Il a expliqué que les 30 membres de son équipe travaillaient sous une lourde pression et a ajouté que le Gouvernement Zambien l'avait informé qu'il sera forcé de libérer 24 Rwandais présumés coupables de génocide, s'ils ne sont pas bientôt interrogés. Il a déclaré que tout cela entravait les investigations.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR
CLAIMS

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shaharyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENAMADI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 31 Janvier 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Mercredi 31 Janvier 1996 : Dans le cadre des visites sur terrain pour dialoguer avec la population sur ses problèmes, le Président Rwandais M. Pasteur BIZIMUNGU, en compagnie du Vice-Président et Ministre de la Défense le Général Major Paul KAGAME, le Premier Ministre P-Célestin RWIGEMA, ainsi que d'autres personnalités, se sont rendu hier dans la préfecture de Cyangugu.

Sur le plan économique, le problème soulevé par la population est que le montant de 200.000.000 de Frw n'a pas pu être changé en nouvelles coupures de monnaie au début de l'année 1995. Le constat est que cet argent est venu du Zaïre car plusieurs personnes ont été arrêtées en flagrant délit. Il a été décidé que les régions où cet échange de billet n'a pas pu se faire, la population pourra percevoir son dû. Le Préfet de Cyangugu a été accusé de dictature et de sectarisme.

Selon le Porte-parole du Tribunal International à La Haye, M. Christian CHARTIER, le processus de remplacement du Procureur Général du Tribunal International pour le Rwanda, le Juge Richard GOLDSTONE, est en cours. M. CHARTIER a ajouté que M. GOLDSTONE avait été rappelé à la Cour Constitutionnelle d'Afrique du Sud mais avait accepté son poste actuel pour 18 à 24 mois pour rejoindre son pays en Juillet 1996 à la tête de la Cour Constitutionnelle.

Des sources proches de La Haye, on indique que la recherche de son successeur pourrait être orientée vers le CANADA, le nouveau Procureur devant être bilingue, parce que, avec la poursuite des auteurs du génocide, la connaissance du Français est devenue indispensable.

Selon les mêmes sources, le successeur ne viendrait d'aucun pays Africain car, dit-on, le Rwanda le refuserait, de même que les juristes venant de France et de Belgique, ce qui fait que la recherche du nouveau successeur bilingue pourrait conduire vers le Canada.

Le séminaire national sur la réforme institutionnelle de l'ELECTROGAZ qui devait se clôturer aujourd'hui, a suspendu ses travaux hier soir.

Le Ministre des Travaux Publics et de l'Energie M. Charles NTAKIRUTINKA qui a suspendu les travaux, a déclaré que ce n'était pas une impasse car le débat n'a pas été clos faute de temps. Il a expliqué qu'il avait préféré laisser les participants exploiter les informations dont ils disposent et que le débat reprendrait dans trois mois.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR
CLAIMS

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO



A : Shaharyar KHAN SRSG	De : Zouaoui BENAMADI Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 30 Janvier 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Mardi 30 Janvier 1996 : Une délégation Rwandaise conduite par le Directeur de la Jeunesse au Ministère de la Jeunesse et du Mouvement Associatif, James MUSONI, a effectué un voyage étude en OUGANDA au cours de la semaine dernière.

L'objectif de ce voyage était de rencontrer les différents responsables des jeunes au niveau national, expliquer aux Ougandais l'image actuelle du Rwanda après le génocide, leur expliquer comment les Rwandais sont en train de mettre sur pied les structures des jeunes, et de voir leur propre organisation. Une délégation des étudiants des Universités et Instituts Supérieurs de l'Ouganda va effectuer une visite au Rwanda dans cette semaine.

Les travaux du séminaire sur la privatisation de l'ELECTROGAZ continuent à L'Hôtel des Milles Collines. Les experts de la Côte d'Ivoire, ainsi que d'autres pays d'Afrique et d'ailleurs étaient invités.

M. IAN Christian, un expert de la Banque Mondiale qui était présent au cours des discussions, a déclaré que le Rwanda devait prendre une décision convenable pour l'avenir de son secteur hydraulique et d'électricité qu'est l'ELECTROGAZ.

Il a expliqué que la Côte d'Ivoire et les autres pays avaient été invités pour apporter leur expérience et leur point de vue, afin d'aider les autorités Rwandaises à prendre une décision qui leur permettrait de résoudre les problèmes de cette société.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy

HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR
CLAIMS

Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shaharyar Khan SRSG	De : Zouaoui Benamadi Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 25 Janvier 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Jeudi 25 Janvier 1996 : Dans le soucis de donner des éclaircissements sur la situation des réfugiés Rwandais du Burundi, le Ministre de la Réhabilitation et de l'Intégration Sociale M. Patrick MAZIMPAKA a tenu hier une conférence de presse. Il a indiqué que les efforts du Gouvernement ont permis de faire doré et déjà rentrer du Burundi plus de 140.000 réfugiés jusqu'à présent.

Le Ministre MAZIMPAKA a déploré que des activités politiques menées dans des camps de réfugiés par des organisations comme le RDR et d'autres personnes qui ont trempé dans le génocide et qui prennent les réfugiés pour otages dans le but d'échapper aux poursuites judiciaires.

M. MAZIMPAKA s'est dit choqué par les propos d'une personnalité comme le Secrétaire Général des Nations Unies le Dr. BOUTROS BOUTROS GHALI, qui a dit que le Gouvernement Rwandais n'encourageait pas la réconciliation nationale. Il a dit que le Dr. BOUTROS GHALI avait évoqué le fait que le Gouvernement Rwandais ne désirait plus le renouvellement du mandat de la MINUAR et avait expulsé les ONG qui n'étaient pas en ordre. Le Ministre MAZIMPAKA a expliqué que de tels propos n'encouragent pas le retour des réfugiés.

Le Ministre MAZIMPAKA a annoncé que le Gouvernement Rwandais enverrait une délégation Lundi prochain au Burundi pour examiner avec les responsables de ce pays le retour volontaire des réfugiés Rwandais.

Le Ministre Rwandais de la Jeunesse et du Mouvement Associatif le Dr. Jacques BIHOZAGARA a effectué hier une visite de travail à Nyanza pour se rendre compte de l'état du Centre de Formation de Kavumu, de la Forge de Nyanza et du Centre de Formation de la Jeunesse de Nyanza, de son stade et de son Centre Culturel, dans le but de réhabiliter ces différents centres tous dépendant de son Ministère.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shaharyar Khan SRSG	De : Zouaoui Benamadi Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 22 Janvier 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Lundi 22 Janvier 1996 : Hier le Ministre des Affaires Etrangères Dr. Anastase GASANA a offert un déjeuner à l'ancien Président Malien le Général AMADOU TOUMANI TOURE et lui a fait part de la reconnaissance du Gouvernement Rwandais pour son rôle de médiation dans le cadre du suivi du sommet du Caire. M. TOURE aura des entretiens avec le Président et le Vice-Président de la République.

M. GASANA a indiqué que si les Nations Unies ont échoué d'arrêter le génocide, il faut qu'elles puissent punir les génocidaires. Il a ajouté que le Rwanda fonde ses espoirs sur le Tribunal International pour le Rwanda, et il faudrait que ce dernier soit systématique pour éradiquer à jamais l'impunité au Rwanda et dans la région. M. TOURE a promis son soutien personnel à la recherche des solutions durables aux problèmes du Rwanda.

L'Association Rwandaise pour la Défense des Droits de l'Homme (ARDHO) a tenu son assemblée générale annuelle dans laquelle elle a réitéré le respect des droits de l'homme par chaque citoyen.

L'ARDHO compte créer un fonds destiné à venir en aide aux survivants des familles de ses anciens membres tués pendant le génocide, former les inspecteurs de police judiciaire et des officiers de police judiciaire en matière des droits de l'homme et de la démocratie et la traduction en Kinyarwanda des textes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

L'ARDHO a encouragé les efforts du Gouvernement Rwandais à ouvrir pour l'unité nationale et à lutter contre l'extrémisme de tout bord.

L'Ambassadeur des Etats Unis aux Nations Unies Madame Madeleine ALBRIGHT a rencontré hier le Président Rwandais Pasteur BIZIMUNGU et le Vice-Président le Général Major Paul KAGAME.

Dans une déclaration à la presse Mme ALBRIGHT a déclaré que son pays avaient débloqué des fonds supplémentaires d'une somme d'un million de dollars pour le financement de la Mission des Nations Unies pour les Droits de l'Homme au Rwanda.

Elle a aussi annoncé que son pays prévoit envoyer deux juristes expérimentés au Tribunal International pour le Rwanda et a ajouté que les Etats Unis entendent rester un ami et un allié du Rwanda dans la recherche de la paix, de la justice et du développement économique.

Mme ALBRIGHT a salué les efforts du Gouvernement pour la stabilité et reconstruction des infrastructures. Hier elle s'est rendu à Kibuye où des experts ont commencé les premières exhumations scientifiques des fosses communes pour le compte du Tribunal International pour la Rwanda. A Kibuye elle a déclaré que le Rwanda avait vécu le pire qui puisse arriver à un pays : "le meurtre de son peuple par son propre peuple".

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shaharyar Khan SRSG	De : Zouaoui Benamadi Chef RADIO MINUAR
Auteur : M-Josée M. MAZIMPAKA RADIO MINUAR	Date : 18 Janvier 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Jeudi 18 Janvier 1996 : Hier, le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, Docteur Anastase GASANA a reçu en audience dans son Cabinet de travail, Monsieur Antoni KOVROWSKI, Président de l'Organisation non Gouvernementale Américaine dénommée American Refugee Committee "ARC" oeuvrant au Rwanda. Au cours de leurs entretiens, le Président de l'American Refugee Committee, a indiqué au Ministre GASANA qu'il est venu au Rwanda pour visiter certains projets financés par son organisation et pour discuter avec les autorités rwandaises de la nouvelle orientation à donner aux activités de cette ONG américaine au Rwanda. Depuis une année déjà, American Refugee Committee s'occupe sur terrain de l'assistance aux groupes les plus vulnérables et du secteur de la santé en Préfecture de Byumba où il vient de construire un centre de santé à TABAGWE. Elle envisage également d'étendre ses activités dans certaines régions du pays et dans d'autres secteurs. Le Ministre GASANA a exprimé au Président de l'American Refugee Committee, les remerciements du Gouvernement Rwandais envers cette ONG pour avoir porté assistance aux personnes vulnérables et pour avoir appuyé le Rwanda dans le secteur de la santé qui est l'une des priorités gouvernementales. Le Ministre GASANA a exprimé le souhait de voir l'American Refugee Committee épauler également notre pays dans d'autres secteurs clés pour le bien être de la population rwandaise.

Hier à KIMIHURURA, la seconde séance de discussions entre les représentants d'ELECTROGAZ et les députés de l'Assemblée Nationale a été centrée sur différentes difficultés inhérentes à la réforme institutionnelle de l'ELECTROGAZ, car depuis presque une dizaine d'années ce genre de restructuration n'a pu aboutir. Les représentants de l'ELECTROGAZ ont expliqué les fonctions et attributions futures de ce qui ressortira de cette compagnie c'est-à-dire la Société Nationale de Patrimoine et la Société Privée d'Exploitation. Ainsi le débat s'est ouvert par des échanges de points de vue enrichissants qui se poursuivront ce matin dans au siège de l'Assemblée Nationale.

Les journalistes de la presse publique et privée poursuivent leur tournée dans les préfectures pour se rendre compte de l'évolution de la situation et de la reprise des activités depuis la fin de la guerre.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shaharyar Khan SRSG	De : Zouaoui Benamadi Chef RADIO MINUAR
Auteur : M.Josée M.MAZIMPAKA RADIO MINUAR	Date : 17 Janvier 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Mercredi 17 Janvier 1996 : Le Premier Ministre Rwandais, Monsieur Pierre Célestin RWIGEMA poursuit sa tournée. En Suisse, le Chef du Gouvernement Rwandais a été reçu par le Président de la Confédération Helvétique, Monsieur Pascal DELAMOURAL avec lequel il a évoqué essentiellement la Coopération Rwando-Suisse et la situation intérieure de notre pays.

Dans leurs entretiens, il est ressorti une nécessité de reprendre la coopération de nos deux pays. C'est ainsi que les deux délégations sont convenus qu'au début du mois prochain, une commission suisse visitera le Rwanda, dans le but de se rendre compte de l'évolution de la situation.

La commission fera un rapport au Conseil Fédéral Helvétique, la seule instance habilitée à décider de la nature de la coopération rwando-suisse.

L'Assemblée Nationale de Transition a dernièrement procédé à la révision de la loi fondamentale de notre pays, cette révision visait à doter le Rwanda d'un ordre juridique adapté afin que le pays puisse faire face à certains défis.

Le Président de l'Assemblée a souligné que parmi les conditions posées pour devenir magistrat à la Cour d'Appel, il fallait être licencié en droit. Cependant, les ressources humaines disponibles sont insuffisantes, et une révision constitutionnelle sur ce point était nécessaire.

Le Président de l'Assemblée a expliqué que la loi fondamentale reconnaissait désormais 3 langues officielles. La langue nationale est le Kinyarwanda. Les 3 langues utilisées par l'Administration seront le Kinyarwanda, le Français et l'Anglais.

Concernant l'indépendance de la magistrature dans le pays, le premier conseil supérieur de la magistrature sera nommé par le Président et le Vice-Président de la Cour Suprême.

Un séminaire-atelier portant sur la culture de la paix est organisé aujourd'hui et demain à l'hôtel des Diplomates à Kigali par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, les représentants des Ministères à vocation sociale, ceux de la Présidence de la République, de la Primature; les représentants des Ambassades et Organismes Internationaux. Les points abordés sont l'éducation à la culture de la paix, l'information, la communication, démocratie et culture de la paix.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shaharyar Khan SRSG	De : Zouaoui Benamadi Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 12 Janvier 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Vendredi 12 Janvier 1996 : Le Président Rwandais et le Premier Ministre ont respectivement reçu hier le Procureur du Tribunal International pour le Rwanda le Juge Richard GOLDSTONE qui venait leur présenter l'état d'avancement des travaux du Tribunal.

Le Premier Ministre Rwandais a souhaité que les jugements débutent le plus rapidement possible car le peuple rwandais qui a mis sa confiance dans ce Tribunal attend avec impatience son fonctionnement effectif. Il a aussi souhaité que les génocidaires qui sont détenus dans certains pays soient interrogés et que ces pays ne soient pas découragés par le fait que les jugements ne commencent pas.

Le Juge Richard GOLDSTONE a déclaré que le Tribunal a demandé à la Belgique de lui faire parvenir le dossier des présumés coupables qui sont détenus sur son territoire. Il a ajouté que les premiers procès pourraient avoir lieu vers la fin du mois de Mars ou début Avril.

Concernant les principaux responsables du génocide qui sont détenus au Rwanda, le Juge Richard GOLDSTONE a déclaré que le Tribunal assurera leur déplacement à Arusha, ainsi que leur sécurité. Il a ajouté que personne ne sera jugé deux fois, i.e par le Tribunal International pour le Rwanda et par les tribunaux locaux du Rwanda.

Du côté belge, le porte-parole du Ministère de la Justice, a indiqué que la Belgique est prête à faire parvenir au Tribunal International pour le Rwanda, les dossiers de trois suspects rwandais détenus en Belgique, mais qu'elle attendait une demande officielle de la part du Tribunal. Hier lors d'une audience publique, le Tribunal a demandé que les trois suspects soient transférés devant ce Tribunal.

Le Vice-Président et Ministre de la Défense le Général Major Paul KAGAME a reçu hier Mme Nancy London KASSEBAUM, sénateur Américain de l'état du Kansas. Il a été question de la coopération bilatérale, de justice, du Tribunal International pour le Rwanda, et de la réinstallation des anciens et nouveaux réfugiés.

Dans le cadre de la réforme de l'ELECTROGAZ, le Ministre des Travaux Publics et de l'Energie, Monsieur Charles NTAKIRUTINKA, en collaboration avec la Chambre de Commerce et d'Industrie du Rwanda, a organisé hier à l'Hôtel Méridien UMUBANO un séminaire atelier de réflexion sur la restructuration de cette première entreprise du pays.

Un séminaire atelier sur les stratégies de lutte contre l'infection VIH du SIDA et des autres maladies sexuellement transmissibles s'est ouvert hier au Centre CHRISTUS à Remera. Les participants passeront en revue, pendant 3 jours, les aspects de la problématique du SIDA.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

UNITED NATIONS

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

A : Shaharyar Khan SRSG	De : Zouaoui Benamadi Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 11 Janvier 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA.

Jeudi 11 Janvier 1996 : Le Président de la République a reçu hier le nouvel Ambassadeur des Etats Unis d'Amérique au Rwanda M. Robert GRIBIN, qui venait lui présenter ses lettres de créances.

M. GRIBIN a déclaré à un journaliste que l'Ambassade des Etats Unis au Rwanda fournira des services d'enseignement d'anglais comme elle le faisait avant la guerre.

Suite au crash de l'avion sur le marché de Kinshasa, un véritable carnage qui a coûté la vie à plus de 300 personnes, le Premier Ministre Rwandais P-Célestin RWIGEMA a envoyé hier un message de condoléances à son homologue Zaïrois M. KENGO WADONDO. A rappeler que l'avion cargo du type Antonov 32 qui était manifestement surchargé a raté son décollage à l'aéroport de NJILI et terminé sa course hors de la piste sur un marché populaire.

Hier le Procureur Général du Tribunal International pour le Rwanda a révélé les noms des trois suspects qu'il souhaite voir comparaître à savoir l'ancien Bourgmestre de MUGANZA M. Elie NDAYAMBAJE, celui de NGOMA Joseph KANYABASHI ainsi que M. Alphonse HIGANIRO un ancien Ministre du Gouvernement déchu. Ils sont soupçonnés de violations graves des droits humanitaires durant le génocide et sont en détention en Belgique.

Le Ministre des Travaux Publics et de l'Energie M.Charles NTKIRUTINKA était hier à l'Assemblée Nationale pour fournir des explications à la commission économique sur l'opportunité de la réforme de la société ELECTROGAZ.

M. NTKIRUTINKA a expliqué le bien-fondé de cette mesure surtout à la lumière d'une conférence des Ministres des Travaux Publics de l'Afrique sub-saharienne. Les entreprises qui étaient concernés ont été restructurées et ont connu des performances.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
AUSMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO



A : Shaharyar Khan SRSG	De : Zouaoui Benamadi Chef RADIO MINUAR
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 09 Janvier 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Mardi 09 Janvier 1996 : Le Premier Ministre Rwandais P-Célestin RWIGEMA s'est rendu hier à ARUSHA, siège du Tribunal International pour le Rwanda, où les juges du Tribunal s'étaient réunis en session plénière.

Il a expliqué qu'il était parti à ARUSHA à la demande du Président Rwandais Pasteur BIZIMUNGU et à l'invitation du Gouvernement Tanzanien, pour participer aux cérémonies d'ouverture des travaux du Tribunal.

Le Secrétaire Général de l'OUA, le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Rwanda l'Ambassadeur Shaharyar KHAN, le Ministre des Affaires Etrangères de la Tanzanie ainsi que les représentants du corps diplomatique accrédité en Tanzanie étaient présents à la cérémonie.

Dans les discours qui ont marqué ce jour, les participants ont condamné ce qui s'est passé au Rwanda l'an dernier, et ont demandé à tous les états de procéder à l'arrestation des coupables du génocide.

Le Premier Ministre Rwandais a rappelé que ce tribunal a été demandé par le Gouvernement Rwandais, et que ce dernier aimerait qu'il débute ses travaux rapidement. M. RWIGEMA a expliqué que le Gouvernement Rwandais oeuvrait pour que les tribunaux locaux puissent démarrer le plus rapidement possible.

Un séminaire pour les Bourgmestres de toutes les communes du pays s'est ouvert Dimanche dernier à Murambi dans la préfecture de Gitarama. Dans son discours, le Vice-Président et Ministre de la Défense le Général Major Paul KAGAME a demandé aux Bourgmestres de prendre leur responsabilités et d'accomplir leur tâches parce que les citoyens leur font confiance.

Il a parlé des gens qui fuient le pays sous prétexte que leur vie serait menacée : Il a dit que s'il y avait un problème, la solution ne serait pas de fuir mais d'en discuter et d'essayer de trouver une solution. A propos des réfugiés, qui disent qu'ils ont peur de revenir, le Vice-Président estime cette peur sans fondement. Il a ajouté que les gens qui sont à l'intérieur du pays se sentiraient menacés par leur retour, d'autant plus que, parmi eux, se trouvent ceux qui ont commis le génocide.

Le Général Major Paul KAGAME a demandé aux Bourgmestres d'encourager le peuple à travailler dur au lieu d'attendre d'être nourri par les ONG et les bienfaiteurs. Il a expliqué que sans cela, le pays ne serait pas libre car il dépendrait de l'aide étrangère. Il a ajouté que les gens devraient profiter de ce qu'il ont reçu jusqu'à présent, pour démarrer leur propre vie.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
AUSMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shaharyar Khan SRSG	De : Zouaoui Benamadi Chef RADIO MINUAR <i>pro</i>
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR <i>[Signature]</i>	Date : 08 Janvier 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Lundi 08 Janvier 1996 : Le Collectif des Associations de Défense des Droits de l'Homme "CLADHO" a tenu, le week-end dernier son assemblée générale.

Le CLADHO trouve qu'il s'est acquitté des tâches qu'il s'était fixées au cours de l'année 1995 et se resout à mieux appuyer les associations membres. Les participants ont examiné la modification de ses statuts, de son règlement d'ordre intérieur ainsi que le rapport d'activité pour l'exercice 1995.

Hier le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur le Colonel Alexis KANYARENGWE a ouvert un séminaire des Bourgmestres de tous les communes poue examiner les problèmes du pays et éclairer les participants sur leur tâches de maintien de la paix et de la sécurité dans le pays.

Le Premier Ministre Rwandais P-Célestin RWIGEMA a adressé hier un message de félicitations à son homologue Egyptien Ghamal El GANZOURI à l'occasion de sa nomination au poste de Premier Ministre. M. RWIGEMA a manifesté sa ferme conviction qu'au cours du mandat de son homologue Egyptien, les deux Gouvernements allaient oeuvrer ensemble pour le renforcement et la consolidation des relations d'amitié et de coopération qui ont toujours lié les deux peuples.

Les juges du Tribunal International pour le Rwanda se retrouvent aujourd'hui à ARUSHA pour la première fois en session plénière. Ces juges ainsi que le Procureur Général Richard GOLDSTONE et le Procureur Adjoint Honoré RAKOTOMANANA devraient être présents à ARUSHA jusqu'à la fin de la semaine.

Le Tribunal doit examiner les mises en accusation présentées par le Procureur concernant notamment des suspects vivant en Belgique, ainsi que les autres qui sont emprisonnés en Zambie. Le Tribunal avait, le 12 Décembre dernier, rendu publique sa première mise en accusation mais n'avait pas révélé les noms des 8 accusés.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

A : Shaharyar Khan SRSG	De : Zouaoui Benamadi Chef RADIO MINUAR 19.18
Auteur : J-Claude MUGENZI RADIO MINUAR	Date : 06 Janvier 1996

RAPPORT QUOTIDIEN SUR LES PROGRAMMES DE RADIO RWANDA

Samedi 06 Janvier 1996 : Le conseil du Gouvernement Rwandais s'est réuni hier sous la présidence du Chef de l'Etat Pasteur BIZIMUNGU. Il a nommé M. MURARA Justin Directeur Général au Ministère du Plan. M. Alphonse-Marie NKUBITO a été nommé représentant du Gouvernement à la Banque de Kigali, M. MUTEEMBEREZI François a été nommé Gouverneur de la Banque Nationale du Rwanda.

Le conseil des Ministres a examiné les perspectives macro-économiques pour l'exercice 1996 et pris des résolutions qu'il a ensuite soumis au Ministre des Finances.

Le conseil a décidé d'augmenter de 20% du salaire brut la rémunération des agents de l'Etat. Il a été décidé que le Rwanda adhère à l'Organisation Mondiale du Commerce.

Une réduction de 10% des taxes douanières pour le matériel de construction été décidée, dans le but d'atténuer le problème de logement au Rwanda.

La réunion entre la délégation Rwandaise conduite par le Ministre Rwandais des Affaires Etrangères Dr. Anastase GASANA et celle du Zaïre conduite par le Grand Amiral MAVUMA MJIMA Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense a pris fin.

Le Zaïre a accepté de rendre tous les biens du Rwanda mais la date de restitution sera fixée par une commission qui spécialement mise en place pour traiter de cette question.

Une réunion regroupant les représentants des centres pour enfants non-accompagnés s'est tenue hier à Kacyiru, à l'initiative du Ministère du Travail et des Affaires Sociales et de l'UNICEF.

La Réunion a examiné les problèmes causés par le départ des ONG qui géraient certains centres, entre autres le paiement des salaires et l'encadrement régulier de ces centres. Ils ont aussi parlé du problème de la réunification des enfants avec leurs familles.

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
AUSMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO

INTERVIEW OF MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS BY RADIO UNAMIR

Interview given by the Rwandan Minister of Foreign Affairs, Dr. Anastase Gasana on 25 January 1996 with Radio UNAMIR after his return from an official trip to Zambia:

In the course of this interview, Dr. Gasana touched on several points of current interest including the return of Rwandan refugees, the arrest of fugitives responsible for genocide and cooperation on this matter with the Zambian Government, recent remarks by Mr. Boutros Boutros-Ghali in regard to the attitude of the Rwandan Government with regard to national reconciliation, and the future of the United Nations Mission in Rwanda after 8 March next.

1. On 22 of January last in the course of an informal meeting of the Members of the Security Council the Secretary-General had stated that he considered that the Rwandan Government was no longer following a policy of national reconciliation and that the hardliners in the Government were now on top.

According to Dr. Gasana these remarks are "pushed to the extreme and perhaps even erroneous". The policy of the Rwandan Government is clear, it is known, went on the Rwandan Minister of Foreign Affairs who gave several examples showing the efforts made by the Rwandan Government in the direction of national reconciliation; reintegration of 4,000 soldiers and officers of the ex-RGF, reception without problems of 15,000 refugees expelled from Zaire last year. Rwandan Government efforts should be congratulated in this regard. As to the return of the refugees, the problem is not the refugees but their manipulation by internal and external factors, by the former leaders of the country, the militias, those people responsible for the genocide.

2. Concerning after 8 March 1996 how does the Rwandan Government see a United Nations presence after the expiry of UNAMIR's mandate?

According to the Rwandan Minister of Foreign Affairs, Rwanda is a Member of the United Nations and the United Nations must help it. The United Nations are there - UNDP, UNICEF, UNHCR, as well as the International Tribunal are present in Rwanda. The UNAMIR mandate will terminate on 8 March as has been agreed. "The United Nations failed in Rwanda in 1994, the 2,500 blue helmets present left the people between the hands of the assassins. Now, the United Nations can perhaps atone by way of the International Tribunal. If they could not stop the head and the hand which kill, they must now be able at least to punish the head and the hand that killed". According to Dr. Gasana the money which was spent for UNAMIR must henceforth be made available to the International Tribunal for it to be much more operational than it has been until now.

Development aid is also another priority. according to Dr. Gasana "70,000 pupils are waiting to enter secondary school; the Government has the means to take in hardly 10 per cent of them. Instead of maintaining UNAMIR, concluded the Minister, the United Nations should build schools for us. That is what we are waiting for".

* *** *



Office of the Spokesman

UNAMIR NEW Mandate

SRSg's Interview on Radio UNAMIR - Saturday 16 December 1995

The Special Representative of the Secretary-General (SRSg), Ambassador Shaharyar M. Khan gave a wide-ranging interview on Radio UNAMIR relating to the new UNAMIR mandate. The following are the salient features of the interview:

New Mandate's Focus

Question

On Tuesday, 12 December 1995 UNAMIR's mandate was extended by another 3 months. The world body will remain in Rwanda as a symbol of encouragement to those refugees considering returning from exile. I asked Ambassador Shaharyar M. Khan to explain the difference between the old mandate and the new one.

Answer

The difference is in the nature of responsibilities UNAMIR would now handle from 9 December 1995 up to 8 March 1996. Basically what the international community, if you like, the Security Council, has been stressing is that UNAMIR is still relevant in providing a beacon of confidence to the refugees who are across the lake in Zaire and in Tanzania. By that I want to specify that we are not actually engaged in any protection or security duties in our new mandate. But our very presence may help in the international effort which is being made by Rwanda, by the regional countries, by UN agencies and by the donor countries, to persuade the refugees to return home voluntarily. So, the next mandate underlines the good offices we can offer in persuading the refugees to return voluntarily. The mandate refers to the Cairo Summit as also to providing logistics to UNHCR and other agencies engaged in this exercise. So, our next mandate, I hope, will reflect what President Bizimungu said two days ago, namely, that UNAMIR II has been a successful operation. We feel that these remarks reflect the reality on the ground and we feel that this cooperation can continue.

Negotiations on the New Mandate

Question

The agreement to extend the mandate was taken after quite considerable negotiations. There seems to be three different inputs: the wishes of the Government of Rwanda, the wishes of the donor

.../

community and the wishes of the UN itself. How much did that affect the shape of this new mandate?

Answer

The differences were basically on two issues: one was the number of people required to defend the new mandate. As you know, we have 1800 formed troops and four hundred military observers and others, making a total of 2200. The Government of Rwanda was saying 'all right, if our friends in the international community feel that the presence of UNAMIR in Rwanda is going to help the refugees come back, we agree to their staying on, but we do not believe, that you need so many troops to be able to fulfil that mandate'. On the other hand, the international community was of the view that the number of troops we had until 8 December was a bare minimum anyway and that to reduce further would make it difficult to fulfil the mandate. Anyway, there was discussion on this issue and we have now arrived at a suitable figure of 1400 and I am sure that we will be able to cooperate on this basis.

The second point of difference was that the Government of Rwanda insisted that, as a sovereign Government, it should have the authority to provide security protection to everyone, including diplomats and UN agencies. The Government of Rwanda felt that the sub-paragraph of our last mandate, in which we were required "to contribute " to security protection was no longer required. Now, the Security Council is very conscious of the need for international personnel to have security and protection and this issue was resolved when the Representative of Rwanda openly stated, in the Security Council, that the Government of Rwanda would provide complete protection to the UN community, to the Human Rights monitors and others. That left only the question of the Tribunal.

The Tribunal

Now, the Tribunal is a separate issue. The Tribunal insists that it must have its own security and protection. Judge Goldstone made a very plausible case that even in the Hague, they are not protected by the Dutch police or security forces. The Tribunal has its own protection force as is the case wherever they are operating, as for example in Croatia. In Arusha also the Tribunal will have its own protection force. So far, the Tribunal had been relying on UNAMIR to provide this protection. However, once it was agreed that the present mandate would end on 8 March, it was also agreed that from 8 March, the International Tribunal would be protected by an alternative international force. Once these two issues -- the number of military personnel required and the question of who is to protect the International Tribunal were decided -- there was no problem and the resolution went through. We can now look to the last three months of our stay here in a spirit of cooperation and in the hope that we will be helpful in persuading the refugees to return home voluntarily.

The Cairo Summit Declaration

Question

Recently, you have been accused by a refugee organization of being biased towards this Government. How do you react to such allegations?

.../

Answer

Well, I react favourably in the sense that if you are criticized by both sides, you know that you are doing your job in a manner that is unbiased. In the radio interview concerned, I had referred to the Cairo Conference decisions in which it had been acknowledged that there were people who were required to be apprehended as alleged criminals in the genocide and handed over to the International Tribunal. This was one of the agreements in the Cairo Declaration. Also, that there were camps in which there were "intimidators" - this word was used in the Cairo Declaration - that the intimidators had to be separated from the others in order that ordinary people exercise a free choice. There was also a clear reference to the suppressing of hate radios. Now, when you accept that there is hate radio, that there is need to separate the intimidators from the normal people, and that there are certain people who may be required for the Tribunal, naturally there is a responsibility with that concerned State to meet those obligations. My remarks were made in that context. I do feel very strongly that the commitments made in Cairo, in Bujumbura, in Nairobi, must be implemented, whether they are by the countries around Rwanda, like Tanzania or Zaire, or whether by Rwanda itself which has made many commitments on issues related to refugees' return. It is not enough to sign declarations. One has to see them implemented. And this also goes for the agencies and for the donor countries which have to support the process they have all agreed to. So my remarks were made in that context and were quoted, perhaps, a little out of context.

I have been myself to Tanzania and to Zaire, on more than one occasion. Both countries are insistent that refugees should go back. Both countries are looking for international support in order that the refugees return in safety and dignity. Now, what they are also saying is that they need international support to be able to pursue this objective. This international support is expected in the form of financing and of personnel that are required to perform the difficult task of separating camps, closing down 'hate Radio' campaigns and separating the political elements from the common folk in the camps. So persuading them to return voluntarily is not going to be an easy task. Therefore, I do believe that the international community must support these programmes, support the implementation of Cairo and Bujumbura. There are people, I have to state, who see this process of voluntary refugee return as a political defeat for their objectives and they will criticize others because, if they see this tide of refugee return actually ebbing away from them and if large numbers begin to come back and are settled reasonably safely here, then they will lose a political prop on which they have based their whole philosophy. I am not surprised that when we see a major campaign regionally to persuade the refugees to return, and if success is written on the wall, that there will be a lot of criticism, not only of myself, but of all UN agencies and all the others who are part of this process of seeking voluntary refugees' return.

Future Deployment of UNAMIR

Question

To return to the psychological presence of UNAMIR, with your troops you are going to have to choose carefully how you deploy your men, where and for what reason will UNAMIR's blue helmets be deployed in Rwanda?

.../

Answer

At the moment we have, of the 1800 formed troops, roughly half in Kigali. They include the logistics, the engineers, the communications. The remaining 50% are in four locations: in Gisenyi, Cyangugu, Gikongoro and Kibungo. All four are opposite the likely entry points of the refugees: two opposite Zaire, and two opposite Burundi and the inlet from Tanzania. In the new mandate, with a reduced force strength, what we are planning is that the contingents in Kigali would remain, more or less, in the same shape, but instead of four, we would place two logistics cells opposite in Cyangugu and in Gisenyi, and withdraw the units from Gikongoro and Kibungo. We want to keep these logistic cells in these two areas because the very reason for UNAMIR's three-month mandate is that we should be helpful for the returning refugees and we cannot be seen to be five hours away by road from Cyangugu and three hours away from Gisenyi. We have to be available on the spot and we have to show ourselves. So, in the new deployment, I foresee that we will have logistic units which comprise a few soldiers, communications, engineers and also vehicles in these two places, so that we can be helpful, as we were when the 14000 forcibly returned came through in August from Zaire. That was an excellent operation which was carried out very smoothly and we hope that we can be of some use on the spot as refugees come in. I would add that if we begin to have a large number of refugees coming in from Tanzania, we will certainly be able to divert a logistic cell out in Kibungo to be able to help there as well. So there is an element of flexibility in the dispersal of our forces in the next months.

Civilian Police

Question

One of the most striking changes in this mandate compared to the previous one is the complete withdrawal of the civilian police. Now in the previous mandate, one of the most important functions of the UN, was to train a local police force; and for that reason CIVPOL was seen as an integral part of the force. Why has there been this change?

Answer

I remember even last time, when we were discussing the previous mandate, there was a strong feeling from the Government of Rwanda that CIVPOL should now phase out. The duties of CIVPOL can be divided into two sectors: the majority of about 85 are engaged in monitoring in the prefectures, in helping the local police and gendarmerie, which did not exist until earlier this year, to perform police functions on the ground. With the development of a skeleton gendarmerie and, hopefully, a communal police force which is being trained, the monitoring element of the police work is no longer required. I can fully understand that the Rwandan police and gendarmerie want to stand on their own feet and perform their own sovereign activities.

The second area is the one that is perhaps going to lead to a temporary vacuum. The second area was the training that we were providing to the Rwandan gendarmerie and the commune police in two institutions, one in Ruhengeri for the gendarmes and the other, for the commune police training centre in Gishari which is near Nsinda, where 750 young recruits have been inducted and only two weeks ago, the Vice-President inaugurated the course and made an excellent speech, in which he praised the cooperation between UNAMIR and Rwanda in starting up this programme. In

.../

this second area of cooperation, we had about 20 trainers from our CIVPOL in each of these institutes. It is entirely up to the Government of Rwanda to decide whether or not they need the trainers. We were told that Rwanda preferred, and we fully understand this, to have this training on a bilateral basis. So in fact this programme has closed down. Our trainers in our CIVPOL are now back at Headquarters. They will phase out within three to four weeks; already 30% will go within the coming week and the remainder will phase out. The CIVPOL programme has been a great success and it is now at an end. I personally feel rather sad that we cannot continue the training which was proceeding well but it is a decision by the Government of Rwanda and we respect it.

The Equipment Issue

Question

Ambassador Shaharyar Khan, there is a clause which invites the Security Council to consider UNAMIR leaving behind its non-lethal equipment for continued use in Rwanda once it has packed its bags and gone. Can you explain the reasoning behind this.

Answer

Yes I think it is important to understand the background to the equipment issue, because the man in the street does not really understand why the UN cannot leave behind the equipment that it has brought in. After all, it is much used, it is second hand; it costs a certain amount of money to take out of the country and if the UN does really want to help Rwanda, says the man on the street, why not leave this equipment behind? The answer to the question is that there are basic regulations of the UN General Assembly on this issue that apply to all peace-keeping operations, whether it is in Cambodia or Kuwait, Mozambique or Somalia. There are clear regulations as to how the equipment that has been used in a theatre of peace-keeping is to be disposed of. These regulations place equipment disposal in four categories as follows: the first category relates to equipment and material that belongs to other countries. You see a large number of vehicles, for instance, with white paint and UN markers on them, but a lot of them do not belong to the UN. They are working for the UN, but they belong to countries which have provided these vehicles, this material, to the UN operation. They could belong to, let's say, India, or Zambia or Nigeria or Chad, and at the end of the day, these countries have to decide whether they want the equipment back or not. In other words, this equipment does not belong to us and it belongs to the country which has sent it. It is for that country to decide what it wants to do with it. So we have no control over this first category.

The second category is equipment which is here and which is good enough to be used in another theatre of peace-keeping. The UN General Assembly has decided that if you have equipment that is usable in, let's say, Haiti today, or in Liberia, or in Angola, then just as we have received equipment from Somalia and Kuwait and Mozambique, similarly we are obliged to send our equipment to those countries because otherwise, new equipment would have to be bought. So the second category consists of equipment that we are obliged to send to other peace-keeping operations.

.../

The third priority is other UN agencies. The UN General Assembly rules state that if other agencies require this equipment they should have priority of use. For instance, I have requests from UNHCR for vehicles. I have requests from the Human Rights Organization here, I have requests from the Tribunal, from the Deputy Prosecutor's Office, I have requests from other agencies for equipment in order to perform their work which is essential for Rwanda. And the UN General Assembly would require UNAMIR to transfer the equipment to the agencies which need it.

It is only in the fourth category of what is left that is to be seen as available for the Government of Rwanda. Now, these are UN General Assembly regulations. Neither I, nor the Secretary-General, nor indeed the Security Council, can change these regulations. Only the General Assembly can override its own resolutions. Therefore, I think what you are seeing for the first time, is a very clear indication from the Security Council that the equipment that we have here and that we shall not obviously require after three months should be usable in Rwanda for the Rwandese Government, for the Rwandese people, for the rehabilitation, for use in Rwanda. So I hope people understand that much as though we would like to hand over all the equipment as we leave, we are constrained and limited to doing so because of these resolutions of the General Assembly, of which of course Rwanda is a party.

UN Future Presence in Rwanda

Question

What other than equipment will the UN leave behind? What would be the shape of a future UN presence in Rwanda following the March 8 draw-down.

Answer

This is, of course, a matter for Rwanda and the Security Council to decide. What is clear is that on 8 March, UNAMIR comes to an end. And six weeks from that point onwards, we shall no longer be here. I think this point needs to be emphasized because in my informal discussions, I get the impression from my friends in Rwanda that UNAMIR wanted to stay on and find all sorts of excuses for doing so. This is not the case. As the Secretary-General's report very clearly indicated, UNAMIR was ready to phase out even now. That is to say on 8 December 1995. What happened was that a laudable attempt by the regional States and by the international community to put together an attempted lift-off on the refugee issue was made at this point in time. It was felt that our presence here would be helpful. It would not be critical, but it would be helpful in trying to persuade the refugees to return. This is why Rwanda says: 'all right, if our friends say you [UNAMIR] should stay, we have no aversion to your staying'. But the future of UNAMIR is very clear. Come 8 March and we shall phase out. Now, your question is what happens afterwards. Is a civilian, development-oriented presence, which lends itself to meeting Rwanda's genuine current needs going to replace UNAMIR? By that I mean repair of roads, bridges, repair of various other institutions - you know a lot of buildings are still not operative - repair of electricity, water and communications, getting agriculture back on its feet again by the distribution of seeds, etc., getting jobs going on a short-term basis. These are the immediate issues that Rwanda needs to have tackled and it feels that it needs a kind of peace corps, doctors, engineers and agronomists working

.../

here and reacting quickly to immediate situations. In other words, to address the sort of twilight zone between the end of civil strife, civil war, genocide as we have seen and the beginning of the normal development programmes through the World Bank and bilateral assistance through the Round Table. There is a twilight zone which needs to be addressed, between peacekeeping and normal development, perhaps peace-building.

The problem is -- and this again is something that is not easily understood -- the problem is that people say it should be easy. 'You are spending X number of dollars per day on your military presence over here, you have all these soldiers, this equipment, these vehicles, surely all that needs to be done is to replace them with a civilian presence'. Unfortunately, the UN cannot make this transition automatically, because peace-keeping operations are funded by assessed contributions - that is, by obligatory contributions from member States. The funds for a civilian presence, a peace corps type of presence, an emergency peace building presence of doctors and engineers come from voluntary contributors. You cannot use money earmarked for a peace-keeping operation in civilian operations. Therefore, the money that is funding UNAMIR cannot automatically be diverted to a civilian operation. During the next three months, seeing the problems of the United Nations, its limitations, its constraints, the attitudes of the member countries, we should discuss how we can evolve a presence that meets Rwanda's needs, which is properly funded by voluntary contributions. It is important that people should understand that this is not an automatic diversion or flow of money from one operation to the other.

UNAMIR and Refugee Return

Question

Finally, Sir, how optimistic are you that the presence of UNAMIR will make any difference to the return of refugees?

Answer

I am very clear that the presence of UNAMIR is important, but not critical. Those people who argue that UNAMIR has been here for a year and a half and the refugees have not come back and therefore it proves that UNAMIR's presence does not affect the issue are, I believe, missing the point. The argument that they make is irrelevant. Never has it been asserted that the presence of UNAMIR itself is the magnet which will draw the refugees back. We may be an influential factor, we may be, at best, an important factor, but there are other factors, much more critical, which will have to be addressed for the refugees to return voluntarily. These factors are outlined in Bujumbura, in Cairo in Nairobi and if you allow me to summarize them, they are: that the refugees in camps must have psychologically the confidence to return and to believe that they will be treated fairly and with justice; that they will not be persecuted or be brow-beaten and that they will get their due share. This is a vital, critical factor which the refugees need to be convinced of in Tanzania and in Zaire. And this convincing has to be done essentially by the Government of Rwanda. The areas in which these assurances have to be given are known. They are that there should be no arbitrary arrest, that people who come back should be given their dues, that anyone who is suspected of any misdemeanor or a worse crime should be given transparent justice and that these are not

. . . /

statements and declarations made at conferences, but are declarations to be implemented on the ground.

I will add here, that the Rwandan Government's track record recently does indicate that the people who are coming back have been well treated. Look at the 14000 who were forced back from Zaire in August. Within three or four days, they were back in their communes, reasonably settled. Even when you look back to August last year when the French left and the Humanitarian Protection Zone became part of the whole, we saw roughly a million IDPs return to their homes over a period of three or four months. Some of them went out of the country, some of them went to Zaire, to Tanzania and to Burundi, others had difficulties settling back because they were accused of being part of a syndrome that was against the new Government. But, by and large, the majority of those people, of that million, went back safely. So the track record shows that there is an effort by the Government to settle these people, honourably and honestly. Of course, there will be occasions when people will take revenge, when people will go outside the transparent justice syndrome and where people may get treatment that is not correct. But, the psychological element of reassurance needs to be fortified by action on the ground.

The second critical element is that, in the camps as has been stated in Cairo, and in the tripartite discussions taking place currently, there is a need to stop hate campaigns, hate radio. There is need to stop intimidation, there is need to separate those who have been in the militia and the military from those ordinary people who went along with them, at the time of the trauma last year. And there is need to stop military training and infiltration across the borders. Now, once that stops, or is controlled, there are greater chances of the refugees coming back. In this whole syndrome, UNAMIR can play a positive role. Put another way, if we were to be seen going out at the very time when everyone is putting together these efforts to get the refugees back voluntarily, it would send wrong messages in camps. To answer your question, I feel that the next three months are important in trying to persuade the refugees to return. I feel our presence here is relevant, is important, but it is not critical. Whether, we are here or not, it is not going to critically affect the return of refugees. It is the other two elements that I have mentioned which are going to affect the return of refugees and I hope that we can all put our act together and that the two critical obstacles can be overcome so that we begin to see a return of refugees in large numbers taking place.

Question

We are still dealing in conditionals here; we are still working on "Plan A - Refugees must return". The refugees have voted with their feet out over the past 18 months not to return. Is it not time for the international community to think about "**Plan B**" -- moving the refugee camps away from the border so there is no infiltration, so that the refugees can be settled in some other places where they could become self-sufficient.

.../

Answer

I honestly believe that a very serious attempt must be made to implement the decisions that all the parties have taken in trying to get the refugees back voluntarily. By that I mean implementation of Bujumbura and Cairo Declarations. I do not believe implementation is taking place. I believe that if implementation does take place, only then will you be able to assess whether or not the refugees have exercised their voluntary desire to return. If, at that point, they still decide not to come back, then I reckon your "Plan B" needs to be looked at seriously. But, I reckon, that the whole syndrome, politically as well as in terms of refugees on the ground, we must make an effort to get those refugees back as part not only of a humanitarian process, not only to relieve the countries like Zaire, Tanzania and Burundi of the burden of carrying these refugees, but also as part of a political settlement, because until the refugees come back, one cannot really say that we are moving towards the kind of ethnic harmony that we all regard as essential for a political solution in this country. So long as the refugees stay out, there is a basic part of the jigsaw puzzle that is missing and without putting that part back into the whole, I feel a political resolution of the problems will be missing. Until this part is put back into the jigsaw puzzle, there will continue to be tension, especially around borders and I feel it will always breach against regional security in the region.

For more information, please contact the Office of the Spokesman in Kigali: phone: 84496, 84539, 84510 ext.: # 11075 or 11077.



TO : W. DE SOUZA Executive Director	From : Zouaoui Benamadi Chief RADIO UNAMIR

MAZIMPAKA'S PRESS CONFERENCE

Tuesday 25 January 1996 : The Minister for Rehabilitation and Social Integration Mr. Patrick MAZIMPAKA yesterday Wednesday 24th 1996, held a press conference at 5p.m in Hotel des Diplomates in Kigali. Here are the main points of his speech :

"Thank you very much for coming to this press conference that I hope will be a brief press conference, and we apologize for the short notice that we gave you. There reasons are we have been having a situation that was not understood concerning some of our refugees in Burundi and you have brought us the news and the media not ourselves about their plight and their attempt to cross into Tanzania. I will make a brief statement and I welcome any questions to clarify the situation.

You know that following the genocide that occurred in Rwanda in 1994, over 200.000 Rwandese people fled to exile in Burundi and most of them went into the province of Ngozi in Northern Burundi. During the last one and half years, there has been continuous refugee movements in that particular region. These movements are involved refugees moving from camp to camp, and also from country to country. With refugees in Burundi there has been movements from Eastern region of Burundi as the area of MUYINGA into Tanzania, and this has caused the number of refugees in Tanzania to swell to close to half a million.

You have heard that during last week over 10.000 first refugees moved from MUGANO camp in Muyinga province into Tanzania. On Monday this week very early in the morning, Rwandese refugees numbering close to 15.000 to 16.000 in Ntamba camp in Muyinga province attempted to cross into Tanzania. We have learned that for clearly understood reasons the Government of Tanzania could not take in any more of our refugees from Burundi. We have also reliably learned that there was no apparent threat or any violent action to have caused the mass exodus. As you know there have been any hardly any casualties that were reported.

Its probable that the anxiety on the part of the refugees may have contributed to the decision to move. We however learned later

on that some political organisations like RDR and other individuals have been trying to use the refugees as a bargaining chip for political games. This statement you have heard made from Brussels and from Geneva from those individuals.

We deeply regret all these happenings and wish to reiterate our position and firm commitment that all refugees are welcome home unconditionally. At this juncture we would like to plead with the refugees to heed our call and come home. We have received since mid 1994, 130.000 refugees from Burundi. We continue to receive refugees from Burundi. As an example, the month of December and half of January we received over 10.000 refugees from Burundi. There is no reason why therefore our brothers in Burundi should not head home whenever they feel in trouble and wherever they are and even before they get into trouble. This is a result of concrete efforts by our Government and UNHCR that helps us to repatriate refugees from the countries around us.

We have made extraordinary steps in the direction of making the refugees in Burundi in particular understand that they are safe in this country and they are free to come. And that's why we have had a highest rate of repatriation of any country in the region. The Government has put in place the necessary reception mechanisms and over the week-end the threats of those refugees coming home massively became clear, we activated the mechanisms and our personnel and UNHCR personnel were ready with necessary logistics to move refugees comfortably to their home communes.

We were therefore ready to take in all the refugees immediately after the closure of Ntamba camp in fair and secure conditions. Furthermore the Government is dispatching a high ranking delegation to Bujumbura on the 28th this month to hold discussions with the Burundian Government and UNHCR on ways of enhancing a quick return of all the refugees now still in Burundi. The Government is appealing to all agencies, organisations and Governments that can exercise reasonable influence to render all possible assistance to make possible the return of the Rwandese refugees now in exile in neighbouring countries.

The Government regrets the continued political activities and manipulations now are being conducted in refugee camps. Those responsible should refrain from holding genuine refugees as hostages and thus furthering their guilt in the genocide of the year before last year but they should come and exercise their political rights in this country.

Dr. BOUTROS GHALI says on Rwanda that there are signs that the Government is not pursuing a policy of reconciliation anymore; frictions between the more modest members of the Government and hardliners are deep; the fact that the Rwandan Government insisted on the termination of UNAMIR Mission and expelled a number of NGOs demonstrated the hardliners have the upper hand.

Would you expect refugees to return to this country after such a statement from the Secretary General of the UN ? Certainly it's

not only the RDR and the other people responsible for genocide who are creating an atmosphere that does not conduce to the return of refugees, but you can clearly see that a statement like that in our situation is highly irresponsible. I don't believe that those living in this country, can sense this abandoned by this Government of reconciliation. We have been working very hard with UN Aid agencies present here, UNHCR knows we had tried to repatriate refugees, and we consider this statement by the Secretary General unwanted in the situation".

cc :FC
ED
DFC
Spokesman
MPAO
PA
CPO
SASRSG
SPAO
HAO
LA
PO
CAO
CISS
G2
Force PM
CO UNAMIR MP Coy
CSO/ASC
COS
Tribunal Internat. B.P 34
FLSG
IOM
UNV FOR UNAMIR

LO
CCPO
UNESCO
CO MaliCoy
CO IndBatt
CO GhanBatt
CO MalawiCoy
CO NiCoy
CO SenBatt
Force Engineer Coy
MILOBS
UNREO
UNICEF
UNDP
FAO
WFP
UNHCR
UNHCHR
FMO
NORMED
ICRC
Force Sig Coy
ECHO
WHO